



SOGESSUR

2022

Rapport sur la solvabilité
et la situation financière

RAPPORT SUR LA SOLVABILITÉ ET LA SITUATION FINANCIÈRE

Exercice 2022

SOMMAIRE

LISTE DES ABRÉVIATIONS	05	4 - SYSTÈME DE CONTRÔLE INTERNE	22	D - VALORISATION À DES FINS DE SOLVABILITÉ	33	ÉTATS QUANTITATIFS ANNUELS	52
SYNTHÈSE	06	4.1 PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU SYSTÈME DE CONTRÔLE INTERNE	22	1 - ACTIFS	34	1. ÉTAT S.02.01.02 - BILAN SOLVABILITÉ 2	52
A - ACTIVITÉ ET RÉSULTATS	08	4.2 MISE EN ŒUVRE DU SYSTÈME DE CONTRÔLE INTERNE	23	1.1 PRINCIPES, MÉTHODES ET PRINCIPALES HYPOTHÈSES UTILISÉES POUR L'ÉVALUATION DES ACTIFS	34	2. ÉTAT S.05.01.02 - PRIMES, SINISTRES ET DÉPENSES PAR LIGNE D'ACTIVITÉ	55
1 - ACTIVITÉ	08	5 - FONCTION D'AUDIT INTERNE	25	2 - PROVISIONS TECHNIQUES	38	2. ÉTAT S.05.01.02 - PRIMES, SINISTRES ET DÉPENSES PAR LIGNE D'ACTIVITÉ (SUITE)	57
1.1 INTRODUCTION	08	5.1 PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA FONCTION AUDIT INTERNE	25	2.1 PRINCIPES, MÉTHODES ET PRINCIPALES HYPOTHÈSES UTILISÉES POUR L'ÉVALUATION DES PROVISIONS TECHNIQUES	38	3. ÉTAT S.05.02.01 - PRIMES, SINISTRES ET DÉPENSES PAR PAYS	58
1.2 AUTORITÉ DE SUPERVISION	08	5.2 INDÉPENDANCE ET OBJECTIVITÉ DE LA FONCTION AUDIT INTERNE	26	3 - AUTRES PASSIFS	41	4. ÉTAT S.12.01.02 - PROVISIONS TECHNIQUES VIE ET SANTÉ SLT	61
1.3 AUDITEURS EXTERNES	08	6 - FONCTION ACTUARIELLE	26	3.1 PRINCIPES, MÉTHODES ET PRINCIPALES HYPOTHÈSES UTILISÉES POUR L'ÉVALUATION DES AUTRES PASSIFS	41	5. ÉTAT S.17.01.02 - PROVISIONS TECHNIQUES NON-VIE	63
1.4 POSITION DE SOGESSUR AU SEIN DU GROUPE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	08	6.1 MISSION DE LA FONCTION ACTUARIELLE	26	4 - MÉTHODES DE VALORISATION ALTERNATIVES	43	6. ÉTAT S.19.01.21 - SINISTRES EN NON-VIE	64
1.5 LIGNES D'ACTIVITÉ ET IMPLANTATIONS GÉOGRAPHIQUES DE LA SOCIÉTÉ	09	6.2 MISE EN ŒUVRE DE LA FONCTION ACTUARIELLE	27	5 - AUTRES INFORMATIONS	43	7. ÉTAT S.22.01.21 - IMPACT DES MESURES RELATIVES AUX GARANTIES DE LONG TERME ET DES MESURES TRANSITOIRES	66
2 - PERFORMANCE DES ACTIVITÉS DE SOUSCRIPTION	10	7 - SOUS-TRAITANCE	27	E - GESTION DU CAPITAL	44	8. ÉTAT S.23.01.01 - FONDS PROPRES	67
3 - PERFORMANCE DES INVESTISSEMENTS	12	7.1 PRINCIPES GÉNÉRAUX	27	1 - FONDS PROPRES	44	8. ÉTAT S.23.01.01 - FONDS PROPRES (SUITE)	68
3.1 VENTILATION DES PLACEMENTS DE SOGESSUR PAR CATÉGORIE D'ACTIFS	12	7.2 DISPOSITIF MIS EN ŒUVRE	27	1.1 POLITIQUE DE GESTION DES FONDS PROPRES	44	9. ÉTAT S.25.01.21 - CAPITAL DE SOLVABILITÉ REQUIS POUR LES ENTREPRISES QUI UTILISENT LA FORMULE STANDARD	69
3.2 VENTILATION DU RÉSULTAT FINANCIER PAR CATÉGORIE D'ACTIFS	12	7.3 ACTIVITÉS OU FONCTIONS OPÉRATIONNELLES IMPORTANTES OU CRITIQUES SOUS-TRAITÉES	28	1.2 STRUCTURE ET MONTANTS DES FONDS PROPRES DISPONIBLES	44	10. ÉTAT S.28.01.01 - MINIMUM DE CAPITAL REQUIS (MCR) - ACTIVITÉ D'ASSURANCE OU DE RÉASSURANCE VIE UNIQUEMENT	70
3.3 PLUS ET MOINS-VALUES LATENTES DU PORTEFEUILLE PAR CATÉGORIE D'ACTIFS	13	8 - AUTRES INFORMATIONS	28	1.3 RÉCONCILIATION DES FONDS PROPRES DES ÉTATS FINANCIERS AVEC L'EXCÉDENT DES ACTIFS PAR RAPPORT AUX PASSIFS ÉVALUÉS SELON LES PRINCIPES SOLVABILITÉ 2	45		
3.4 INVESTISSEMENTS DANS DES TITRISATIONS	13	C - PROFIL DE RISQUE	29	1.4 ÉLÉMENTS DÉDUITS DES FONDS PROPRES	46		
4 - PERFORMANCE DES AUTRES ACTIVITÉS	13	1 - INTRODUCTION	29	1.5 FONDS PROPRES ÉLIGIBLES À LA COUVERTURE DES EXIGENCES DE CAPITAL	46		
4.1 CONTRATS DE LOCATION SIGNIFICATIFS	13	2 - RISQUE DE SOUSCRIPTION	29	2 - CAPITAL DE SOLVABILITÉ REQUIS ET MINIMUM DE CAPITAL REQUIS	48		
4.2 RÉSULTAT DES AUTRES ACTIVITÉS	13	2.1 EXPOSITION AU RISQUE DE SOUSCRIPTION ET MESURES D'ÉVALUATION	29	2.1 EXIGENCES DE CAPITAL ET RATIO DE COUVERTURE	48		
5 - AUTRES INFORMATIONS	13	2.2 CONCENTRATION DU RISQUE DE SOUSCRIPTION	30	2.2 DESCRIPTION DES PRINCIPES DE CALCUL DES EXIGENCES DE CAPITAL	48		
B - SYSTÈME DE GOUVERNANCE	14	2.3 ATTÉNUATION DU RISQUE DE SOUSCRIPTION	30	2.3 CAPITAL DE SOLVABILITÉ REQUIS PAR MODULES DE RISQUE	49		
1 - INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LE SYSTÈME DE GOUVERNANCE	14	2.4 SENSIBILITÉ AU RISQUE DE SOUSCRIPTION	30	2.4 MINIMUM DE CAPITAL REQUIS	50		
1.1 ORGANE DE GOUVERNANCE ET FONCTIONS CLÉS	14	3 - RISQUE DE MARCHÉ	30	3 - UTILISATION DU SOUS MODULE « RISQUE SUR ACTIONS » FONDÉ SUR LA DURÉE DANS LE CALCUL DU CAPITAL DE SOLVABILITÉ REQUIS	51		
1.2 POLITIQUE ET PRATIQUES DE RÉMUNÉRATION	17	3.1 EXPOSITION AU RISQUE DE MARCHÉ ET MESURES D'ÉVALUATION	30	4 - DIFFÉRENCES ENTRE LA FORMULE STANDARD ET TOUT MODÈLE INTERNE UTILISÉ	51		
1.3 AUTRES INFORMATIONS	17	3.2 CONCENTRATION DU RISQUE DE MARCHÉ	30	5 - NON RESPECT DU MINIMUM DE CAPITAL REQUIS ET NON RESPECT DU CAPITAL DE SOLVABILITÉ REQUIS	51		
2 - EXIGENCES DE COMPÉTENCE ET D'HONORABILITÉ	17	3.3 ATTÉNUATION DU RISQUE DE MARCHÉ	31	6 - AUTRES INFORMATIONS	51		
3 - SYSTÈME DE GESTION DES RISQUES, Y COMPRIS L'ÉVALUATION INTERNE DES RISQUES ET DE LA SOLVABILITÉ	18	3.4 SENSIBILITÉ AU RISQUE DE MARCHÉ	31				
3.1 PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU SYSTÈME DE GESTION DES RISQUES	18	4 - RISQUE DE CRÉDIT	31				
3.2 MISE EN ŒUVRE DU SYSTÈME DE GESTION DES RISQUES	18	4.1 EXPOSITION AU RISQUE DE CRÉDIT ET MESURES D'ÉVALUATION	31				
3.3 L'ÉVALUATION INTERNE DES RISQUES ET DE LA SOLVABILITÉ (ORSA)	22	4.2 CONCENTRATION DU RISQUE DE CRÉDIT	31				
		4.3 ATTÉNUATION DU RISQUE DE CRÉDIT	32				
		4.4 SENSIBILITÉ AU RISQUE DE CRÉDIT	32				
		5 - RISQUE DE LIQUIDITÉ	32				
		5.1 EXPOSITION AU RISQUE DE LIQUIDITÉ ET MESURES D'ÉVALUATION	32				
		5.2 CONCENTRATION DU RISQUE DE LIQUIDITÉ	32				
		5.3 ATTÉNUATION DU RISQUE DE LIQUIDITÉ	32				
		5.4 SENSIBILITÉ AU RISQUE DE LIQUIDITÉ	32				
		6 - RISQUES OPÉRATIONNELS	32				
		7 - AUTRES RISQUES IMPORTANTS	32				

LISTE DES ABRÉVIATIONS

Le tableau suivant récapitule les acronymes fréquemment utilisés dans le présent document :

Acronyme	Description	Acronyme	Description
ACPR	Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution	MCR	<i>Minimum Capital Requirement:</i> Minimum de capital requis
ALM	<i>ALM Asset Liability Management:</i> gestion actif-passif	OPCI	Organisme de Placement Collectif Immobilier
AMSB	<i>Administrative, Management or Supervisory Body:</i> organe d'administration, de gestion de contrôle (Conseil d'administration)	OPCVM	Organisme de Placement Collectif en Valeurs Mobilières
AVM	<i>AVM Alternative Valuation Method:</i> méthode de valorisation alternative	ORSA	<i>Own Risk and Solvency Assessment:</i> évaluation interne des risques et de la solvabilité
BCE	Banque Centrale Européenne	PANE	Primes Acquisées Non Émises
BE	<i>Best Estimate:</i> meilleure évaluation des provisions techniques sous Solvabilité 2	PB	Participation aux Bénéfices
BSCR	<i>Basic Solvency Capital Requirement:</i> capital de solvabilité de base	PCA	Plan Comptable des Assurances
CACIR	Comité d'Audit, de Contrôle Interne et des Risques	PENA	Primes Émises Non Acquisées
CIC	<i>Complementary Identification Code:</i> code EIOPA utilisé pour la classification des actifs sous Solvabilité 2	PERP	Plan d'Épargne Retraite Populaire
EIOPA	<i>European Insurance and Occupational Pensions Authority:</i> autorité européenne de surveillance	PPNA	Provision pour Primes Non Acquisées
ESG	<i>Economic Scenario Generator:</i> générateur de scénarios économiques	PSAP	Provision pour Sinistres à Payer
IAS/IFRS	<i>International Accounting Standards/ International Financial Reporting Standards:</i> normes comptables internationales	QMP	<i>Quoted Market Price:</i> prix de marché coté
IBNR	<i>Incurred But Not yet Reported:</i> sinistres survenus mais non encore déclarés	QRT	<i>Quantitative Reporting Template:</i> état de reporting quantitatif Solvabilité 2
KPI	<i>Key Performance Indicators:</i> indicateurs clés de performance	RFF	<i>Ring Fenced Fund:</i> fond cantonné tel que défini par la norme Solvabilité 2
LAT	<i>Liability Adequacy Test:</i> test de suffisance des passifs prévu par les normes IFRS	RM	<i>Risk Margin:</i> marge pour risque
LoB	<i>Line of Business:</i> lignes d'activité définies selon la norme Solvabilité 2	SCI	Société Civile Immobilière
		SCR	<i>Solvency Capital Requirement:</i> capital de solvabilité requis
		S/P	Ratio charges de sinistres rapportées aux primes
		SST	<i>Solvency and Stress Test</i>
		SII	Solvabilité 2
		UC	Unités de Comptes
		VA	<i>Volatility Adjustment:</i> ajustement pour volatilité

SYNTHÈSE

La réglementation Solvabilité 2 est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2016, et s'applique à l'ensemble des compagnies et des groupes d'assurance établis au sein de l'Union Européenne. Le rapport sur la solvabilité et la situation financière a pour objectif de présenter l'ensemble de l'information financière et prudentielle publique requise et se compose de cinq parties prescrites par la réglementation.

Le présent rapport a été soumis au Comité d'audit, de contrôle interne et des risques, pour consultation, et validé par le Conseil d'administration de Sogessur.

Activité et résultats

Sogessur, filiale à 100% de Sogécap, est la compagnie d'assurance non-vie du groupe Société Générale. Selon un modèle de bancassurance intégrée, Sogessur met à disposition des réseaux du groupe, en France et à l'International, une gamme complète de produits et de services d'assurance à destination des particuliers (Assurance Automobile, Assurance Habitation, Assurance Accidents de la Vie, Assurance Scolaire, Protection Juridique et Assurance Chômage) et des professionnels (Protection Juridique des Pros, Multirisque des Pros). Sogessur assure également les moyens de paiement du groupe Société Générale pour les particuliers, les professionnels et les associations.

Le tableau ci-dessous présente les principaux indicateurs d'activité :

(En millions d'euros)	2022	2021
Chiffre d'affaires	859	802
Résultat technique	11	19
Résultat net	7	14
Placements financiers (valeur de marché)	868	794
Capitaux propres comptables	138	147
Fonds propres disponibles S2	310	295

Le chiffre d'affaires atteint 859 M€ en 2022, en progression de 7% par rapport à 2021.

Les primes sur le périmètre France enregistrent une croissance de 8%, à 681 M€, grâce au développement de l'activité avec des partenaires internes du groupe Société Générale, notamment CGI, Boursorama et Moonshot, et grâce au développement des assurances de flottes automobiles avec des partenaires externes. Sur le périmètre international, les primes s'élèvent en 2022 à 178 M€ et progressent de 5% par rapport à 2021. Toutes les succursales affichent une activité en croissance, la plus significative étant portée par l'Italie dont le chiffre d'affaires a augmenté de 5% grâce au développement des produits distribués via des partenariats externes. À noter également, la progression de la Roumanie (+86% par rapport à 2021) portée par l'assurance des moyens de paiement et par le développement de la MRH.

Les événements climatiques exceptionnels qui ont marqué 2022 ont pesé sur la sinistralité et les conditions économiques défavorables, notamment l'inflation, ont entraîné une hausse des coûts sur les principaux produits Auto et MRH. En conséquence, le résultat net de l'exercice 2022 s'établit à 7 M€, en baisse de -7 M€ par rapport à 2021.

Système de gouvernance

La mise en œuvre des systèmes de gestion des risques et de contrôle interne de Sogessur est réalisée par Sogécap, société mère du groupe d'assurance Sogécap. Dans ce cadre, Sogessur délègue aux titulaires des fonctions clés de Sogécap la mission de prendre en charge les tâches afférentes à l'exécution de ces fonctions.

Le dispositif global de gestion des risques et de contrôle interne est conçu pour permettre la maîtrise des risques significatifs de manière régulière et dans les meilleurs délais. Il repose sur les informations et les outils nécessaires pour analyser et gérer ces risques de manière adéquate.

Au cours de l'exercice 2022, le système de gouvernance de Sogessur et ses composantes n'ont pas fait l'objet d'évolution majeure. Un nouveau Directeur Général a été nommé en début d'année 2022.

Profil de risque

Sogessur exerce son activité d'assurance non-vie à travers la distribution d'une gamme étendue de contrats. L'activité assurance non-vie étant prédominante dans l'activité et le bilan de Sogessur, le risque de souscription constitue l'exposition la plus significative. Au sein des risques de souscription Sogessur est surtout sensible à l'incertitude pesant sur les résultats de la compagnie dans le cadre de ses engagements d'assurance et de réassurance existants, ainsi que du nouveau portefeuille dont la souscription est attendue dans les douze mois à venir.

Hormis les événements climatiques exceptionnels survenus au cours de l'année 2022, qui ont affecté le marché dans son ensemble, Sogessur n'a pas connu d'évolution majeure de son profil de risque.

Valorisation du bilan économique

Les principes généraux de valorisation des actifs et passifs retenus sont ceux prévus par les dispositions de la Directive Solvabilité 2, des Règlements Délégués 2015/35 et 2019/981 et des notices de l'ACPR. Les actifs et les passifs sont ainsi valorisés à leur valeur économique, c'est-à-dire au montant pour lequel ils pourraient être échangés, transférés ou réglés dans le cadre d'une transaction conclue, dans des conditions de concurrence normales, entre des parties informées et consentantes.

Le bilan économique, établi à partir du bilan comptable, est l'élément central de l'environnement prudentiel Solvabilité 2. Il constitue la base de calcul des fonds propres prudentiels et des exigences en capital (SCR et MCR). L'écart entre l'actif net du bilan économique et celui du bilan comptable correspond principalement aux plus-values latentes sur le portefeuille d'actifs financiers et à la différence de valorisation des provisions techniques.

Gestion du capital

Sogessur gère son niveau de fonds propres S2 de manière à faire face à tout instant à son exigence en capital de solvabilité requis. Afin d'évaluer ses besoins en fonds propres, Sogessur a recours à la formule standard de l'EIOPA.

À fin 2022, comme à fin 2021, les fonds propres disponibles de Sogessur se composent du capital social, de la réserve de réconciliation (réserves statutaires et marges futures), d'emprunts subordonnés et d'impôts différés actif. En application des règles de tiering les fonds propres disponibles sont partiellement éligibles à la couverture du SCR et du MCR à fin 2022, comme à fin 2021.

(En millions d'euros, sauf%)	2022	2021
Fonds propres éligibles à la couverture du SCR	301	292
SCR	251	233
Ratio de couverture du SCR	120%	125%
Fonds propres éligibles à la couverture du MCR	198	196
MCR	113	105
Ratio de couverture du MCR	176%	187%

Avec un taux de couverture du SCR de 120% à fin 2022, en baisse de 5 points par rapport à fin 2021, Sogessur satisfait aux exigences réglementaires en termes de solvabilité. Cette évolution résulte de l'augmentation de 18 M€ du SCR, partiellement compensée par l'augmentation de 9 M€ des fonds propres éligibles.

La croissance de l'activité en 2022 combinée aux ambitions de développement à venir, ainsi que la hausse significative des taux d'intérêt ont contribué à l'augmentation des exigences en capital et à la baisse des marges futures incluses dans les fonds propres prudentiels. Dans ce contexte, Sogessur a procédé en 2022 à l'émission d'emprunts subordonnés, souscrits par Sogécap pour un montant global de 49 M€ et a décidé de la rétention du résultat net de l'exercice de 7 M€ afin de renforcer ses fonds propres.

A - ACTIVITÉ ET RÉSULTATS

1 - ACTIVITÉ

1.1 INTRODUCTION

Sogessur est une société anonyme de droit français d'assurance dommages au capital social de 33 825 000 euros entièrement libéré. La Société est filiale à 100 % de Sogécap. Son siège social se situe Tour D2 - 17 bis, place des Reflets - 92919 Paris La Défense Cedex. La Société est inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 379 846 637.

Sogessur a pour objet les opérations d'assurance et de réassurance, incendie, accidents, dommages, responsabilité civile et risques divers pour son compte ou pour le compte d'autrui.

Elle peut, en outre, pratiquer toute opération d'assurance autorisée par les lois et les règlements du pays d'exercice de l'activité, ceci par l'intermédiaire de tout établissement, succursale, filiale,

agence, bureau, personne morale de toute nature et tout autre mode de représentation ou d'exercice d'activité.

1.2 AUTORITÉ DE SUPERVISION

Sogessur est soumise à la supervision de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) dont le siège est situé 4, place de Budapest - 75009 Paris. Le groupe Sogécap dont dépend Sogessur est également soumis à la supervision de l'ACPR.

1.3 AUDITEURS EXTERNES

Les états financiers de Sogessur font l'objet d'un audit légal par un commissaire aux comptes. Il est désigné par l'Assemblée Générale pour un mandat d'une durée de 6 ans.

Ernst & Young Audit	1-2, place des Saisons 92400 Courbevoie - Paris La Défense 1
--------------------------------	---

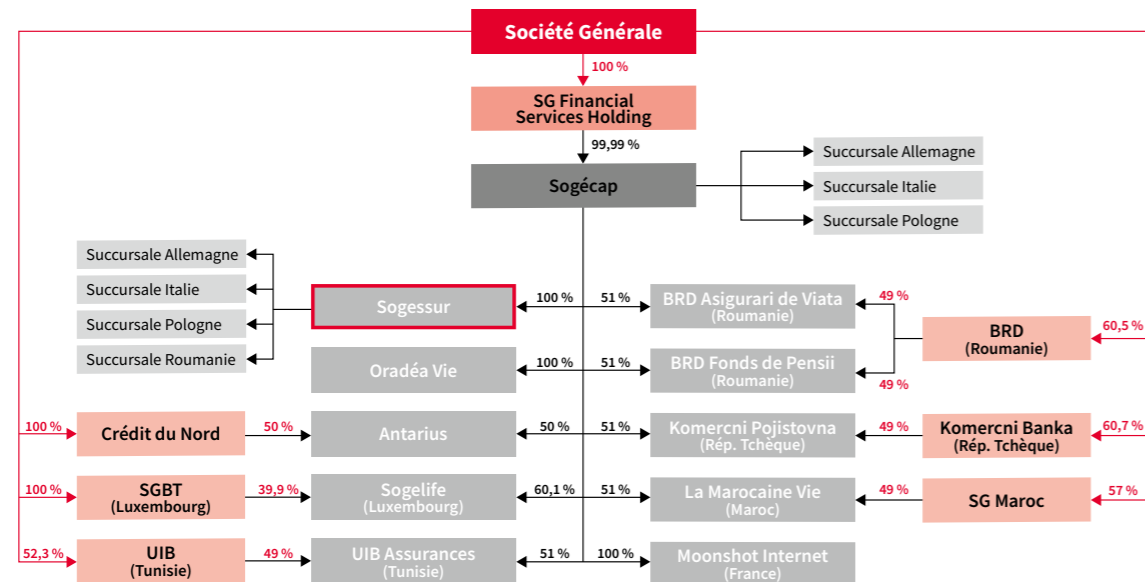
1.4 POSITION DE SOGESSUR AU SEIN DU GROUPE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Sogessur est filiale à 100 % de Sogécap qui elle-même est détenue à 100 % par le groupe Société Générale via la société SG Financial Services Holding. Sogessur est l'une des entités composant la Business Unit Assurances du groupe Société Générale, dont Sogécap est la société mère.

Les personnes morales détenant directement des participations qualifiées dans l'entreprise sont les suivantes :

Sociétés	Pays	Forme juridique	Quote-part
Sogécap	France	S.A.	99,99%
Société Générale de Participations	France	S.A.	0,00%

L'organigramme suivant présente la position de Sogessur au sein de la structure simplifiée du groupe Sogécap :



1.5 LIGNES D'ACTIVITÉ ET IMPLANTATIONS GÉOGRAPHIQUES DE LA SOCIÉTÉ

Sogessur propose une gamme de produits diversifiée sur le segment d'activité de l'assurance des biens, de responsabilité et des personnes afin de répondre aux besoins de ses clients particuliers et professionnels.

PROTECTION DES BIENS ET DES PERSONNES

ASSURANCE DOMMAGES

- Assurance automobile
- Assurance multirisque habitation
- Assurance des professionnels

PRÉVOYANCE INDIVIDUELLE

- Assurance accidents de la vie

RISQUES DIVERS

- Assurance protection juridique
- Assurance perte d'emploi
- Assurance pertes pécuniaires

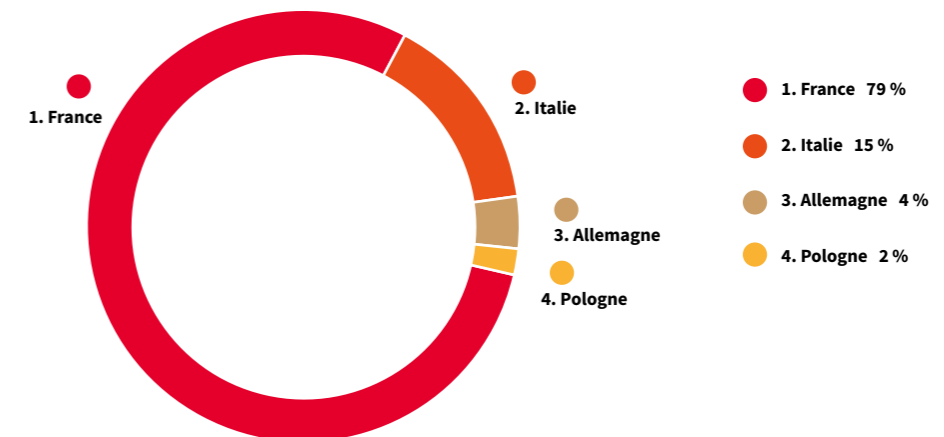
Les produits de Sogessur à destination des particuliers et des professionnels sont distribués par les partenaires de distribution au sein du groupe Société Générale, à savoir :

- Les réseaux de Banque de Détail en France du groupe Société Générale qui comprennent principalement les enseignes suivantes : Société Générale et Crédit du Nord.
- Le réseau de Banque de détail et Services Financiers Internationaux du groupe Société Générale pour les succursales étrangères.

Le tableau ci-dessous présente pour les deux derniers exercices, le chiffre d'affaires des principaux segments d'assurance sur lesquels la société opère :

(En millions d'euros, hors %)	2022		2021	
Chiffre d'affaires	859	100 %	802	100 %
Assurance Dommages	491	57 %	472	59 %
Automobile	294	34 %	285	36 %
Multirisques habitation	197	23 %	187	23 %
Prévoyance individuelle	58	7 %	57	7 %
Assurance accidents de la vie	58	7 %	57	7 %
Risques divers	311	36 %	273	34 %
Assurance Protection juridique	27	3 %	25	3 %
Assurance Perte d'emploi	50	6 %	49	6 %
Assurance Pertes pécuniaires	225	26 %	192	24 %
Assurance Autres	8	1 %	7	1 %

Sogessur réalise une part significative de son activité en France. La société est également implantée, via ses succursales, en Allemagne, en Italie, en Pologne et en Roumanie.



2 – PERFORMANCE DES ACTIVITÉS DE SOUSCRIPTION

Le tableau ci-dessous présente la performance de souscription de Sogessur par ligne d'activité Solvabilité 2, telle qu'elle est restituée dans le QRT S.05.01. Celui-ci est construit à partir du compte de résultat de la société, établi selon les principes comptables français, mais il n'intègre pas certains éléments, notamment financiers, qui concourent à la performance de la société.

(En millions d'euros)	2022				
	Vie	Non-vie			
		Rentes	Assurance de protection du revenu	Responsabilité civile automobile	Autre assurance des véhicules à moteur
Primes émises brutes	-	80	157	287	172
Primes acquises brutes	-	78	162	212	170
Charge des sinistres brutes	-0	-24	-172	-117	-148
Variation des autres provisions techniques brutes	-1	-	-9	-2	-8
Dépenses engagées	-	-19	-32	-104	-62
Cessions en réassurance	-	-4	-13	-5	-18
Autres dépenses					-7
Solde de souscription (QRT S.05.01)					-11

(En millions d'euros)	2022				
	Non-vie				Total
	Responsabilité civile générale	Protection juridique	Assistance	Pertes pécuniaires diverses	
Primes émises brutes	31	32	1	170	930
Primes acquises brutes	30	31	2	174	859
Charge des sinistres brutes	-8	-2	-1	-27	-500
Variation des autres provisions techniques brutes	0	-	-	-0	-18
Dépenses engagées	-7	-3	0	-98	-325
Cessions en réassurance	-2	-22	-1	-7	-9
Autres dépenses					-7
Solde de souscription (QRT S.05.01)					0

(En millions d'euros)	2021				
	Vie	Non-vie			
		Rentes	Assurance de protection du revenu	Responsabilité civile automobile	Autre assurance des véhicules à moteur
Primes émises brutes	-	77	163	250	166
Primes acquises brutes	-	75	158	186	161
Charge des sinistres brutes	0	-34	-149	-94	-111
Variation des autres provisions techniques brutes	0	0	-3	-	0
Dépenses engagées	-	-18	-33	-88	-58
Cessions en réassurance	-	-4	-10	-9	-5
Autres dépenses					
Solde de souscription (QRT S.05.01)					

(En millions d'euros)	2021				
	Non-vie				Total
	Responsabilité civile générale	Protection juridique	Assistance	Pertes pécuniaires diverses	
Primes émises brutes	27	29	2	165	879
Primes acquises brutes	27	28	2	164	802
Charge des sinistres brutes	-18	-7	-1	-20	-434
Variation des autres provisions techniques brutes	0	-	-	-1	-3
Dépenses engagées	-6	-3	0	-116	-321
Cessions en réassurance	1	-15	0	-5	-47
Autres dépenses					-7
Solde de souscription (QRT S.05.01)					-11

Le tableau suivant détaille les éléments du compte de résultat technique non repris dans le QRT S.05.01 permettant de réconcilier le solde de souscription avec le résultat technique.

(En millions d'euros)	2022	2021
Solde de souscription (QRT S.05.01)	0	-11
Produits nets des placements*	2	22
Participations aux résultats	-3	-3
Autres produits et charges techniques	12	11
Variation provision pour égalisation des risques	0	0
Résultat technique comptable	11	19

*Hors frais de gestion de placements.

Le chiffre d'affaires de Sogessur atteint 859 M€ en 2022, en hausse de 7% par rapport à 2021.

- Sur le périmètre France, Sogessur a enregistré une croissance de ses primes de 8%, à 681 M€, grâce au développement de l'activité avec des partenaires internes du groupe Société Générale, notamment CGI, Boursorama et Moonshot, et grâce au développement des assurances de flottes automobiles avec des partenaires externes.
- Sur le périmètre international, les primes s'élèvent en 2022 à 178 M€ et progressent de 5% par rapport à 2021. Toutes les sucursales affichent une activité en croissance, la plus significative étant portée par l'Italie, dont le chiffre d'affaires a augmenté de 5%, grâce au développement des produits distribués via des partenariats externes. À noter également, la progression en Roumanie (+86% vs 2021) portée par l'assurance des moyens de paiement et par le développement de la MRH.

Les charges de sinistres représentent 500 M€ en 2022, en hausse de 66 M€ par rapport à 2021. Les événements climatiques exceptionnels qui ont marqué 2022 ont pesé sur la sinistralité et les conditions économiques défavorables, notamment l'inflation, ont entraîné une hausse des coûts sur les principaux produits Auto et MRH.

Les frais d'acquisition et d'administration augmentent de 1% entre 2021 et 2022 en lien avec la croissance de l'activité.

En conséquence, **le résultat technique** s'élève à 11 M€ au titre de l'exercice 2022, en baisse de 8 M€ par rapport à 2021.

3 – PERFORMANCE DES INVESTISSEMENTS

3.1 VENTILATION DES PLACEMENTS DE SOGESSUR PAR CATÉGORIE D'ACTIFS

Le tableau ci-dessous présente les placements détenus par Sogessur par catégorie d'actifs (Codification CIC) tels qu'ils apparaissent dans le bilan statutaire et dans le bilan prudentiel pour les deux derniers exercices et présente la situation de plus ou moins-values latentes par catégorie d'actifs :

(En millions d'euros)	2022			2021
	Valeur au bilan Solvabilité 2	Valeur au bilan comptable	% Valeur au bilan comptable	
Obligations souveraines	392	453	46,9 %	408
Obligations d'entreprise	347	383	39,6%	209
Actions	5	5	0,5%	5
Fonds d'investissement	71	73	7,6%	169
Trésorerie et dépôts	53	53	5,4%	65
Total – Actifs du fonds général	868	966	100,0%	857

3.2 VENTILATION DU RÉSULTAT FINANCIER PAR CATÉGORIE D'ACTIFS

Les éléments constitutifs du résultat financier (y compris les charges d'intérêts) de Sogessur, tels qu'ils apparaissent dans les états financiers de la société (comptes technique vie et non technique) sont les suivants :

(En millions d'euros)	2022	2021	Notes
Revenus des placements	10	9	A.3.2.1
Profits et pertes provenant de la réalisation des placements	0	21	A.3.2.2
Autres produits et charges des placements	-3	-3	A.3.2.3
Frais internes et externes de gestion des placements et intérêts	-4	-2	A.3.2.4
Résultat financier	2	25	
<i>dont Résultat technique</i>	2	22	
<i>dont Résultat non technique</i>	0	3	

3.2.1 Revenus des placements par catégorie

Les revenus de placements sont constitués par les flux de rémunération propres à chaque catégorie d'actifs financiers. Il s'agit principalement des coupons pour les instruments de taux, des dividendes pour les instruments de capitaux propres ou des produits d'intérêt pour les prêts.

(En millions d'euros)	2022	2021
Obligations souveraines	5	5
Obligations d'entreprises	4	3
Actions	0	0
Fonds d'investissement	1	1
Produits structurés	-	-
Trésorerie et dépôts	0	0
Total	10	9

3.2.2 Profits et pertes provenant de la réalisation des placements

Le tableau ci-dessous présente les plus et moins-values réalisées résultant de la cession d'actifs financiers au cours de l'exercice.

(En millions d'euros)	2022	2021
Obligations d'entreprises	0	0
Fonds d'investissement	0	21
Total	0	21

3.2.3 Autres produits et charges des placements

Les autres produits et charges des placements correspondent principalement aux amortissements de surcote décote des obligations à revenus fixe et aux dotations/reprises de provisions pour dépréciation.

Au titre de l'exercice 2022, ce poste représente une charge de 3 M€, stable par rapport à l'exercice précédent.

3.2.4 Frais internes et externes de gestion des placements et intérêts

Le poste frais internes et externes de gestion des placements enregistre principalement les charges d'intérêts liées aux emprunts subordonnés ainsi que des frais accessoires liés aux opérations sur titres.

Au titre de l'exercice 2022, ce poste représente une charge de 4 M€, en hausse de 2 M€ par rapport à l'exercice précédent.

3.3 PLUS ET MOINS-VALUES LATENTES DU PORTEFEUILLE PAR CATÉGORIE D'ACTIFS

À fin 2022, le portefeuille d'actifs financiers de Sogessur est en situation de moins-value latente pour 98 M€. en 2021, le portefeuille

était en situation de plus-value latente pour 12 M€. Dans le bilan statutaire, les actifs étant comptabilisés à leur prix d'acquisition, éventuellement corrigé des dépréciations, ces plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Le tableau suivant présente la situation de plus ou moins-values latentes par catégorie d'actifs :

(En millions d'euros)	2022	2021
Obligations souveraines	-61	6
Obligations d'entreprises	-35	6
Actions	0	0
Fonds d'investissement	-2	-0
Trésorerie et dépôts	0	-
Total	-98	12

3.4 INVESTISSEMENTS DANS DES TITRISATIONS

Au 31 décembre 2022, le portefeuille d'actifs financiers de Sogessur ne comprend aucun investissement dans des titrisations.

4 – PERFORMANCE DES AUTRES ACTIVITÉS

4.1 CONTRATS DE LOCATION SIGNIFICATIFS

Sogessur n'a conclu aucun contrat de location significatif à fin 2022.

4.2 RÉSULTAT DES AUTRES ACTIVITÉS

Le tableau ci-dessous présente les autres produits et charges non techniques concourant au résultat net de Sogessur au titre de l'exercice écoulé et de l'exercice précédent :

(En millions d'euros)	2022	2021
Résultat technique net	11	19
Produits nets des placements – non technique	0	3
Autres produits et charges non techniques	0	0
Résultat exceptionnel	0	0
Impôts sur les bénéfices	-4	-8
Résultat de l'exercice	7	14

5 – AUTRES INFORMATIONS

Néant.

B – SYSTÈME DE GOUVERNANCE

1 – INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LE SYSTÈME DE GOUVERNANCE

Les informations publiées dans le présent rapport concernent la société Sogessur en tant qu'entité individuelle exerçant une activité d'assurance dommages. Sogessur est intégrée dans le groupe Sogécap, qui mutualise avec ses filiales un certain nombre de dispositifs et de procédures dans le cadre du système de gouvernance. Les informations présentées dans cette section décrivent le système de gouvernance en vigueur à l'issue de l'exercice écoulé et les évolutions introduites depuis la précédente publication.

1.1 ORGANE DE GOUVERNANCE ET FONCTIONS CLÉS

1.1.1 Présentation du système de gouvernance de Sogessur

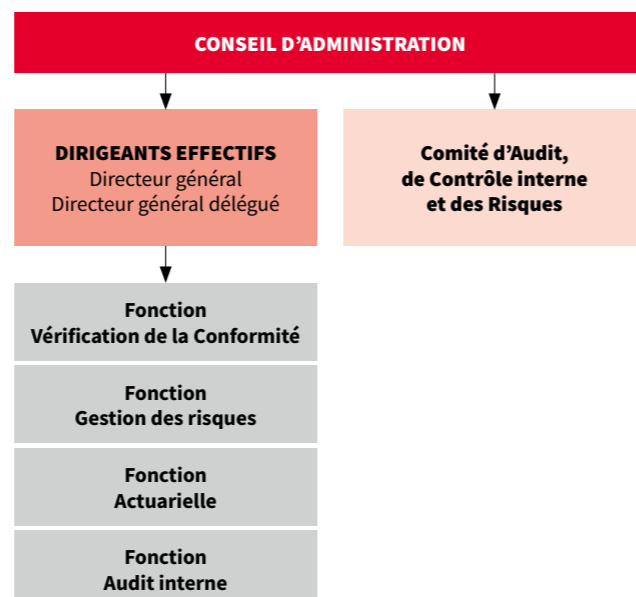
Sogessur est une société d'assurance dommages ayant la forme d'une société anonyme à Conseil d'administration.

En tant que société anonyme de droit français Sogessur dispose :

- d'un Conseil d'administration, chargé de définir les orientations stratégiques de la société et de suivre leur mise en œuvre, assisté par un Comité spécialisé principalement composé d'administrateurs de Sogessur. Sa mission consiste à éclairer les membres du Conseil d'administration de Sogessur dans leur prise de décision ;
- d'une Direction générale chargée de la mise en œuvre des orientations stratégiques décidées par le Conseil d'administration en s'assurant de la maîtrise des risques engendrés par l'activité de la société. La Direction générale de Sogessur est confiée à deux mandataires sociaux, un Directeur général et un Directeur général délégué.

En tant que société régie par le Code des assurances, et conformément aux dispositions imposées en matière de gouvernance par la directive Solvabilité 2, Sogessur a désigné :

- son Directeur général et son Directeur général délégué en qualité de dirigeants effectifs pour satisfaire à la règle du double regard (obligation de direction des sociétés d'assurance par deux personnes au moins) ;
- ainsi que quatre fonctions clés.



1.1.2 Le Conseil d'administration

Missions et attributions

Le Conseil d'administration définit les orientations stratégiques de la société, orientations qui seront mises en œuvre sous son contrôle par la Direction générale.

Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires la concernant. À cet égard, le Conseil d'administration :

- nomme le Président du Conseil d'administration, le Directeur général ainsi que les éventuels Directeurs généraux délégués sur proposition du Directeur général ;
- désigne les dirigeants effectifs ;
- arrête les comptes sociaux de Sogessur ;
- propose l'affectation du résultat ;
- établit le rapport de gestion incluant le rapport sur le gouvernement d'entreprise qui sera présenté à l'Assemblée Générale ;
- approuve le rapport sur l'évaluation propre des risques et de la solvabilité, le rapport sur la solvabilité et la situation financière, le rapport régulier au contrôleur, ainsi que le rapport relatif aux procédures d'élaboration et de vérification de l'information financière et comptable de Sogessur ;
- prend connaissance du rapport actuariel de Sogessur ;
- valide le cadre d'appétit pour le risque ;
- réexamine une fois par an les politiques écrites relatives au système de gestion des risques et au système de contrôle interne de Sogessur ainsi que la politique honorabilité et compétences et la politique de rémunération ;
- garantit l'indépendance des fonctions clés et auditionne au moins une fois par an les responsables de ces fonctions ;
- convoque les assemblées d'actionnaires.

Procédures de fonctionnement

Le Président du Conseil d'administration organise et dirige les travaux du Conseil dont le fonctionnement est régi par un règlement intérieur adopté par le Conseil d'administration du 13 juin 2012. Il est revu autant que nécessaire, sa dernière mise à jour datant du 31 mars 2021.

Le Conseil d'administration de Sogessur se réunit dès que l'intérêt de la société l'exige et au moins deux fois par an. En 2022, il s'est réuni à quatre reprises, en mars, juin, juillet et décembre. Au rendez-vous obligatoire du Conseil pour l'arrêté des comptes annuels et l'approbation des rapports prudentiels, s'ajoutent donc les séances dont la tenue est justifiée par le développement et le suivi de l'activité de Sogessur.

Ces réunions, dont le calendrier est fixé en fin d'année, sont mises à profit par la Direction générale pour communiquer aux membres du Conseil d'administration des informations relatives à la stratégie, au développement et aux résultats de Sogessur.

Une convocation, à laquelle est joint l'ordre du jour de la réunion, est adressée aux administrateurs ainsi que, le cas échéant, au Commissaire aux comptes et aux fonctions clés. Chaque participant reçoit un dossier comprenant les documents afférents aux principaux sujets figurant à l'ordre du jour.

Le Secrétariat général de Sogécap est en charge, pour le compte de Sogessur, des modalités de tenue des réunions du Conseil d'administration ainsi que de la rédaction des procès-verbaux relatifs à celles-ci. Le procès-verbal de chaque réunion est ensuite arrêté par le Président qui le soumet à l'approbation du Conseil suivant. Il est retranscrit dans le registre des procès-verbaux et signé par le Président et un administrateur.

Composition du Conseil

Au 31 décembre 2022, le Conseil d'administration était composé de huit membres, tous personnes physiques. La durée du mandat de chaque administrateur est de quatre années.

Comités spécialisés émanant du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration de Sogessur est assisté dans sa mission par un Comité d'audit, de contrôle interne et des risques (CACIR) qui contribue, à travers son expertise, aux prises de décisions du Conseil d'administration dans le respect des principes de gestion des risques et de bonne gouvernance. Le CACIR est composé de quatre membres, trois administrateurs de Sogessur et un directeur du groupe Société Générale, nommé en raison de la compétence particulière que lui confère la fonction qu'il exerce au sein du groupe. La description des principales missions et attributions de ce comité est présentée en section 3.2.1.

1.1.3 Direction générale, dirigeants effectifs et fonctions clés

Direction générale et dirigeants effectifs

La Direction générale de Sogessur est composée :

- d'un Directeur général, Madame Ingrid Bocris, qui assure la direction de société. Elle est investie des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société et la représente dans ses rapports avec les tiers.
- d'un Directeur général délégué, Monsieur Philippe Bourrin, appelé à exercer auprès du Directeur général une mission d'assistance.

En application des dispositions de l'article R. 322-168 du Code des assurances, Madame Ingrid Bocris et Monsieur Philippe Bourrin sont dirigeants effectifs de la société Sogessur.

Fonctions clés

Sogessur délègue aux titulaires des fonctions clés de Sogécap la mission de prendre en charge les tâches afférentes à l'exécution de ces fonctions.

Cette sous-traitance est formalisée pour chacune de ces fonctions dans un contrat *ad hoc*, les titulaires des fonctions clés de Sogécap étant désignés dans ces protocoles de sous-traitance comme les personnes responsables des fonctions clés sous-traitées pour Sogessur.

Les personnes responsables des fonctions clés chez Sogécap sont ainsi titulaires des fonctions clés vis-à-vis de la Direction générale de Sogessur et de son Conseil d'administration.

Le tableau ci-après présente les principales missions attribuées aux responsables de fonctions clés au sein du groupe Sogécap :

FONCTION ACTUARIELLE

TITULAIRE : DIRECTEUR SUPERVISION ACTUARIELLE

- Émettre un avis sur la politique globale de souscription.
- Émettre un avis sur l'adéquation des dispositions prises en matière de réassurance et le profil de risque.
- Coordonner le calcul des provisions techniques.
- Produire un rapport actuariel, *a minima* annuel, à destination du Conseil d'administration, couvrant les points précédents.
- Contribuer à la mise en œuvre effective du système de gestion des risques, notamment la modélisation des risques du SCR et l'évaluation de l'ORSA.
- Apprécier la suffisance et la qualité des données utilisées dans le calcul des provisions techniques.

Composante majeure du système de gouvernance de la société, les titulaires des fonctions clés sont désignés par la Direction générale de Sogécap, compte tenu de leur expertise et de l'adéquation de la fonction clé avec la position managériale qu'ils exercent au sein du groupe Sogécap. Ils sont placés sous l'autorité du Directeur général ou du Directeur général délégué de Sogécap qui garantissent leur indépendance et disposent d'un positionnement hiérarchique adapté leur permettant d'exercer leur mission avec objectivité et impartialité.

Les responsables de fonctions clés disposent ainsi de l'autorité, des ressources et de l'indépendance opérationnelle nécessaires pour conduire à bien les tâches qui leur incombent.

Ils participent régulièrement aux différents comités mis en place par le Conseil d'administration et la Direction générale ainsi qu'aux conseils d'administration afin de rendre compte de leurs travaux. Leur audition par le Conseil d'administration de Sogessur peut se dérouler en dehors de la présence des membres de la Direction générale si ce dernier l'estime nécessaire.

Les personnes désignées aux fonctions clés de Sogécap sont les suivantes :

- Monsieur Daniel Jost, en qualité de responsable de la fonction vérification de la conformité ;
- Monsieur Antoine Taveneaux, en qualité de responsable de la fonction gestion des risques ;
- Monsieur Jean-Jacques Pavot, en qualité de responsable de la fonction actuarielle ;
- ainsi que Monsieur Michel Noury, en qualité de responsable de la fonction audit interne.

FONCTION GESTION DES RISQUES

TITULAIRE : DIRECTEUR RISQUES

- Assister les organes de gouvernance dans la mise en œuvre, l'animation, la coordination et le suivi du système de gestion des risques.
- Assurer un reporting détaillé de l'exposition aux risques.
- Assurer un suivi du profil de risque.
- Piloter le processus ORSA et inclure les résultats de l'ORSA dans la vision consolidée des risques reportée à l'organe de gouvernance.
- Identifier et évaluer les risques émergents ainsi que les risques de durabilité.
- Définir le cadre d'appétit pour le risque.

FONCTION AUDIT INTERNE

TITULAIRE : DIRECTEUR DE L'AUDIT INTERNE

- Définir le plan d'audit pluriannuel en concertation avec les organes de gouvernance de Sogécap et Sogessur.
- Coordonner l'activité d'audit interne au sein de Sogessur et garantir la conformité par rapport aux exigences d'audit interne au niveau du groupe Société Générale.
- Présenter les conclusions des missions d'audit interne à l'organe de gouvernance et l'informer des délais envisagés pour remédier aux éventuelles insuffisances constatées.
- Assurer le suivi de la mise en œuvre des préconisations émanant des audits antérieurs.

1.2 POLITIQUE ET PRATIQUES DE RÉMUNÉRATION

Il convient de rappeler qu'aucune rémunération n'est attribuée aux membres du Conseil d'administration pour l'exercice de leur mandat.

Sogessur, qui ne dispose d'aucun personnel propre, et dont les dirigeants ne perçoivent aucune rémunération dans le cadre de l'exercice de leur mandat, a adopté la politique de rémunération du groupe Sogécap lors de son Conseil d'administration du 8 décembre 2016.

2 - EXIGENCES DE COMPÉTENCE ET D'HONORABILITÉ

La politique relative aux exigences d'honorabilité et de compétences permet de s'assurer, préalablement à toute notification et tout au long des fonctions exercées, que les personnes qui dirigent effectivement Sogessur ou occupent des fonctions clés au sein de la société :

- disposent des qualifications, des connaissances et d'une expérience professionnelle qui soient pertinentes pour leur permettre de superviser et de gérer de façon professionnelle, saine et prudente l'activité de Sogessur ;
- possèdent une réputation et une intégrité de bon niveau.

L'appréciation de ces critères se fait sur la base des éléments transmis par la personne pressentie pour occuper l'une de ses fonctions et permettant de justifier de ses qualifications professionnelles, de ses connaissances, de sa réputation, de son expérience dans le secteur de l'assurance ou tout autre secteur financier, de son ancienneté et de sa disponibilité.

Une fiche d'évaluation synthétisant l'ensemble de ces éléments est établie par le Secrétariat Général de Sogécap avant d'être transmise au Conseil d'administration de Sogessur afin de lui permettre de se prononcer sur la candidature qui lui est soumise.

FONCTION VÉRIFICATION DE LA CONFORMITÉ

TITULAIRE : SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

- Contrôler la conformité des processus et décisions de l'entreprise avec la réglementation.
- Identifier et évaluer le risque de non-conformité (cartographie).
- Animer la filière conformité (plan conformité, suivi des incidents et des actions).
- Assurer un rôle de conseil auprès du Conseil d'administration et de la Direction générale.

Cette politique s'applique à Sogessur pour ce qui concerne les schémas de rémunération des collaborateurs correspondant à la population régulée de la société Sogécap à laquelle les dirigeants effectifs de Sogessur appartiennent.

1.3 AUTRES INFORMATIONS

Sogessur n'a pas conclu de transactions importantes durant la période de référence avec des actionnaires, des personnes exerçant une influence notable ou des membres de l'organe d'administration, de gestion et de contrôle.

Au cas particulier des fonctions clés, dont la désignation relève de la compétence du Directeur Général de Sogécap, ce dernier tient compte de l'avis rendu par le Secrétaire Général dans la fiche d'évaluation avant d'informer le Conseil d'administration de Sogessur de toute nouvelle nomination.

La compétence et l'honorabilité des dirigeants effectifs et des responsables des fonctions clés sont réexaminées *a minima* une fois tous les cinq ans et pour les dirigeants effectifs lors de chaque renouvellement du mandat exécutif qu'ils détiennent.

Cette vérification peut, par ailleurs, être effectuée à tout moment, lors de la survenance de tout événement le justifiant et affectant l'un des dirigeants effectifs ou l'un des responsables de fonctions clés.

Par extension, cette politique est applicable à chaque administrateur dont la compétence s'apprécie individuellement mais également à la lumière de la compétence, de l'expérience et des attributions des autres membres du Conseil de manière à assurer une diversité de qualifications, de connaissances et d'expériences propres à garantir une gestion et une supervision professionnelles de l'entreprise.

3 – SYSTÈME DE GESTION DES RISQUES, Y COMPRIS L'ÉVALUATION INTERNE DES RISQUES ET DE LA SOLVABILITÉ

Dans une optique d'optimisation de l'organisation des activités du groupe Sogécap en France, la mise en œuvre du système de gestion des risques de Sogessur est réalisée par Sogécap, entreprise mère du groupe d'assurance, pour le compte de Sogessur. De même, la fonction clé de gestion des risques est assurée par Sogécap.

Un protocole détaillant les modalités de cette externalisation a été formellement signé entre Sogécap et Sogessur.

3.1 PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU SYSTÈME DE GESTION DES RISQUES

Le système de gestion des risques a pour objectif de déceler, mesurer, contrôler, gérer et déclarer, en permanence, les principaux risques, aux niveaux individuel et agrégé, auxquels Sogessur est ou pourrait être exposée en vue de la réalisation de ses objectifs stratégiques.

Le système de gestion des risques de Sogessur est contrôlé par les organes de gouvernance (Conseil d'administration, Direction Générale et fonctions clés) et repose sur les principales composantes suivantes :

- les instances présidées par la Direction générale de Sogessur (comité ALM Sogessur, comité Modèles Assurances Dommages), ou émanant du Conseil d'administration de Sogessur (CACIR) et les instances présidées par la Direction générale de Sogécap (comité Finances Investissements et Risques et comité Technique) ou émanant du Conseil d'administration de Sogécap (comité ALM et Gestion des risques) qui assurent une gestion transverse des risques et un reporting adéquat pour une prise de décision éclairée ;
- les outils de gestion des risques aidant à la prise de décisions : cartographie des risques, politiques écrites, indicateurs de suivi, processus de gestion des risques, évaluation interne des risques et de la Solvabilité.

Pour répondre à ses objectifs, le système de gestion des risques est intégré à la structure organisationnelle de Sogessur et aux procédures de prise de décision. Il repose notamment sur les principes suivants :

- l'implication forte de la Direction générale et du Conseil d'administration ;
- l'incarnation des fonctions clés et la coopération entre les fonctions clés Actuarielle et Gestion des Risques ;
- l'intégration du système de gestion des risques à la structure organisationnelle et aux procédures de prise de décision ;
- la coopération avec le système de contrôle interne ;
- la séparation claire des rôles et responsabilités pour éviter de potentiels conflits d'intérêts : « Les personnes responsables de

la réalisation de tâches ne sont pas responsables du suivi et du contrôle de ces tâches. »

3.2 MISE EN ŒUVRE DU SYSTÈME DE GESTION DES RISQUES

La mise en œuvre du système de gestion des risques relève de la responsabilité des organes de gouvernance et des fonctions clés de Sogessur à travers l'utilisation des outils de gestion des risques et les décisions prises dans les différents comités constitués. Cette section présente les missions attribuées aux instances ainsi que les principales politiques de gestion des risques. L'évaluation interne des risques et de la solvabilité est présentée en section 3.3 suivante.

3.2.1 Instances Sogessur

Comité d'Audit, du Contrôle Interne et des Risques (CACIR)

Ce comité émanant du Conseil d'administration se réunit ordinairement trois fois par an. Ses principales missions sont les suivantes :

- le suivi de l'information financière et prudentielle ;
- le suivi du contrôle interne ;
- le suivi de la gestion des risques ;
- le suivi du contrôle légal des comptes annuels et de l'indépendance du commissaire aux comptes ;
- l'examen du programme de contrôle périodique de l'entité ;
- le suivi de la réalisation des missions des Commissaires aux comptes ;
- l'approbation de la fourniture des services autres que la certification des comptes (SACC).

Comité Modèles Assurances Dommages

Ce comité se réunit *a minima* une fois par an. Il valide les évolutions significatives des méthodes de calculs, hypothèses et paramètres utilisées par les outils Solvabilité 2 du groupe Sogécap sur le périmètre de l'assurance Dommages.

Le comité valide en particulier les évolutions significatives de la modélisation des éléments suivants :

- comportement des assurés, dont : résiliations, affaires nouvelles, sinistralité ;
- comportement de l'assureur, dont : Evolution tarifaire anticipée, Réassurance, Cadence de règlement des sinistres et Frais généraux ;
- frontière des contrats ;
- modalités de calcul de la marge pour risque.

3.2.2 Instances Sogécap intégrant Sogessur

Comité ALM et Gestion des risques :

Le comité ALM et Gestion des risques, pour compte du Conseil d'administration, supervise la gestion actif/passif et la gestion des risques du groupe Sogécap. Il se réunit ordinairement deux fois par an. Il assure notamment :

- le suivi des grandes orientations des investissements, de la gestion ALM et des risques techniques ;
- la validation des seuils et limites de contrepartie et de change ;
- la validation de l'allocation stratégique par grandes classes d'actifs et des grandes orientations en termes de gestion actif/passif ;
- la validation de la couverture des risques ALM et techniques ;
- la revue des études et propositions de gestion actif/passif émanant des équipes ALM ou d'allocation ;
- la validation des dépassements de seuils ;
- l'analyse de la solvabilité (*stress test*) ;
- la présentation d'un rapport régulier portant sur ces sujets au Conseil d'administration.

Comité Finances Investissements et Risques

Le comité Finances Investissements et Risques rattaché à la Direction générale de Sogécap se réunit ordinairement huit fois par an. Ses principales missions portent sur tout élément en rapport avec la gestion d'actifs, les limites d'investissement et les perspectives économiques et financières pouvant impacter la gestion des actifs, notamment :

- la préparation du comité ALM et Gestion des risques ;
- l'examen de la situation des marchés financiers ;
- la validation de propositions d'investissements dans le respect de l'allocation stratégique validée par le comité ALM et de Gestion des risques⁽¹⁾ ;
- le suivi du reporting des investissements réalisés et des actifs⁽¹⁾ ;
- l'examen et la validation des expositions des actifs par rapport aux limites définies par le Comité ALM et Gestion des risques⁽¹⁾ ;
- le suivi du reporting de la gestion financière des filiales⁽¹⁾ ;
- la validation des procédures associées à l'investissement des actifs ;
- la présentation des résultats d'études ALM.

Comité Technique

Ce comité, rattaché à la Direction générale de Sogécap, se réunit ordinairement six fois par an et traite des sujets d'assurance de personnes ou d'assurance dommages. Ses principales missions sont :

- le suivi de la mise en œuvre des politiques de risques liées à la souscription, au provisionnement et à la réassurance ;
- la validation des orientations à matière de réassurance, la validation des stratégies de souscription et tarifications ;
- la validation des niveaux de provisions y compris les provisions complémentaires.

Le comité Technique peut être réuni en cas de circonstances exceptionnelles telles que la dérive de sinistralité ou tout autre événement.

Comité Réassurance ASSU

Ce comité, rattaché à la Direction générale de Sogécap, se réunit ordinairement trois par an et supervise l'ensemble des problématiques liées à la réassurance au sein de la ligne métier. Son ordre du jour est établi par les directions techniques et le responsable de la fonction actuarielle. Ses principales missions sont :

- la validation des grandes orientations en matière de réassurance ;
- la validation de la liste des réassureurs autorisés ainsi que l'exposition sur chaque réassureur ;
- la validation de la mise en place d'un nouveau traité ;
- la validation des décisions de réassurance des supports à capital garanti entre les entités de la ligne Métier ASSU ;
- le suivi de la vision consolidée ASSU des risques cédés aux réassureurs.

Comité Stratégique RSE

Le Comité Stratégique RSE a pour principales missions :

- de valider la stratégie RSE et de réaliser les arbitrages nécessaires ;
- de suivre la mise en œuvre des différents plans d'action.

Comité Sécurité Société Générale Assurances

Le Comité Sécurité Société Générale Assurances a pour principales missions :

- de valider ou ajuster les propositions de plans d'actions sécurité proposés par le Responsable de la Sécurité des Systèmes d'Information ;
- de suivre le bon déroulement du plan d'actions Sécurité des Systèmes d'Information ;
- de suivre la conformité au référentiel de sécurité ;
- d'arbitrer et valider le plan de traitement des risques ;
- de remonter les risques du périmètre (cartographie) et de suivre leurs évolutions ;
- de valider les mises à jour de la Politique Générale de Sécurité de l'information.

Comité Contrôle Interne

Le comité Contrôle Interne, qui réunit à une fréquence mensuelle le Comité Exécutif du groupe Sogécap (dont la Direction générale de Sogessur), la Direction du Contrôle Interne et le Service Évaluation du Contrôle Interne a pour mission :

- de veiller à la cohérence transversale et à l'efficacité du contrôle interne ;
- d'analyser les principaux dysfonctionnements identifiés ;
- de valider et coordonner les actions engagées, ou à engager, pour remédier à ces dysfonctionnements ou pour améliorer l'efficacité du contrôle interne.

(1) Ces éléments permettent d'examiner les niveaux de sécurité, de qualité, de liquidité et de rentabilité assignés au portefeuille d'actifs.

Comité de Coordination du Contrôle Interne

Le Comité de Coordination du Contrôle Interne est l'instance décisionnelle et de pilotage du contrôle interne au niveau du groupe Sogécap.

Sa mission est de permettre à la Direction générale du groupe Sogécap, en tenant compte des préoccupations exprimées par les différentes filières en matière de contrôle des risques dans leur domaine, par le contrôle permanent de niveau 2, par le contrôle périodique, par les autorités de supervision, ainsi que de ses propres constats :

- de veiller à la cohérence entre le développement de l'activité et la maîtrise des risques, et de prioriser les actions ;
- de disposer d'une vision d'ensemble du profil de risque, de la couverture des activités et entités par les dispositifs de contrôle permanent et périodique, de l'efficacité du contrôle permanent de premier niveau et de l'adéquation, quantitative et qualitative, des moyens humains et matériels dédiés aux contrôles permanents ;
- d'appréhender les éventuelles faiblesses du dispositif, notamment au regard de l'analyse des dysfonctionnements et des pertes éventuellement engendrées ;
- de suivre les plans d'actions décidés dans le cadre du contrôle interne et la mise en œuvre des préconisations des différents organes de contrôle ;
- de décider les mesures à mettre en œuvre pour remédier aux lacunes observées, pour prévenir la concrétisation des risques, et pour adapter le dispositif aux évolutions de l'activité, de son environnement et de la réglementation applicable ;
- de suivre les grands chantiers liés au contrôle interne (contrôle permanent de niveau 1, analyse des risques et des contrôles dans le cadre de la démarche de mise sous pilotage des processus...);
- de préparer la revue générale des risques et du dispositif de contrôle du groupe Sogécap, présentée une fois par an au CCCI du groupe Société Générale.

Comité Nouveau Produit

Le comité Nouveau Produit, rattaché à la Direction générale de Sogécap a pour principale mission de passer en revue de façon exhaustive tous les risques significatifs induits par le nouveau produit/la modification significative. À l'issue de cette revue, 3 types de décisions sont possibles :

- la validation sans réserve ;
- la validation conditionnelle sous réserve de pré et/ou post conditions ;
- le refus de commercialisation, en l'absence de mesures permettant de couvrir de manière suffisamment satisfaisante les risques identifiés.

La décision d'approbation d'un nouveau produit n'est valable que pour une durée limitée. La période appropriée est déterminée par le comité.

3.2.3 Les outils de gestion des risques

Outil ALM

Pour calculer les besoins en fonds propres, Sogessur dispose d'outils de modélisation. Ces outils permettent de réaliser le calcul des exigences réglementaires.

Outils de gestion des risques

Le contrôle interne, le système de gestion des risques et les directions métiers disposent également d'outils communs, notamment :

- le référentiel des risques ;
- la cartographie des risques ;
- les politiques de gestion des risques ;
- les processus de gestion et de contrôle des risques.

3.2.4 Les politiques de gestion des risques

Les principaux risques inhérents à l'activité de Sogessur sont couverts par des politiques de gestion des risques. Ces politiques formalisent les principes, processus et procédures mis en place par la Société afin d'assurer la maîtrise de ses risques.

Afin d'adapter ces politiques aux facteurs internes et externes influençant les risques auxquels est soumis Sogessur, celles-ci sont mises à jour au minimum annuellement.

Les politiques intégrées au système de gestion des risques sont les suivantes :

POLITIQUES DE GESTION DES RISQUES

POLITIQUE DE GESTION GLOBALE DES RISQUES

L'objectif de ce document est de décrire la politique de gestion globale des risques de Sogessur en explicitant notamment la stratégie de gestion des risques. La définition de cette stratégie repose notamment sur des objectifs, des principes clés de gestion des risques, un cadre d'appétit pour le risque et une répartition des responsabilités dans l'entreprise.

POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

La politique précise les principes à respecter notamment lors d'investissements sur des actifs complexes (produits dérivés, produits structurés, gestion alternative, prêts...). L'ensemble des seuils et limites validé par les instances de gouvernance de ce risque sont également détaillés. L'ensemble de ces dispositions ont pour objectif de respecter le principe dit de la « personne prudente ».

POLITIQUE ALM

La politique détaille les principes et seuils à respecter, études et reporting à produire en vue notamment du pilotage à long terme de la société y compris la gestion du capital.

POLITIQUE DE GESTION DU CAPITAL

La politique définit la gouvernance, les procédures et les contrôles mis en place pour la gestion du capital : évaluation des besoins en fonds propres, suivi du respect des exigences réglementaires applicables aux fonds propres et seuils d'alerte portant sur le ratio de couverture des besoins en fonds propres.

POLITIQUE DE SOUSCRIPTION

Le risque de souscription est encadré par des règles qui recouvrent la définition de conditions de conception de produits (risques, garanties, familles de produits), de conditions de souscription à respecter (processus de souscription, seuils et limites à respecter), de reporting et suivi des risques souscrits et de contrôles.

POLITIQUE DE PROVISIONNEMENT

L'objectif de la politique de provisionnement est de s'assurer que Sogessur restitue une image fidèle des engagements pris sur l'ensemble des risques couverts, et ce dans le respect des normes comptables statutaires, IFRS et prudentielles. La politique définit ainsi le cadre de calcul des provisions techniques dans les différentes normes dans lesquelles elles doivent être produites.

POLITIQUE DE RÉASSURANCE

La politique détaille l'ensemble du processus de mise en place d'un plan de réassurance (expression du besoin, seuils et limites et sélection du réassureur y compris les critères de solidité financière requis...) et les modalités de reporting et de suivi.

POLITIQUE D'ÉVALUATION INTERNE DES RISQUES ET DE LA SOLVABILITÉ (ORSA)

Cette politique décrit les processus et procédures mis en place pour conduire l'évaluation interne des risques et de la solvabilité au regard du profil de risque de Sogessur, des limites de tolérance au risque et du besoin global de solvabilité. Elle intègre également une description des méthodes et méthodologies appliquées au sein de Sogessur pour conduire l'ORSA.

POLITIQUE DE GESTION DES RISQUES OPÉRATIONNELS

Le dispositif mis en place doit permettre d'identifier les risques opérationnels, d'en mesurer les impacts potentiels sur les résultats financiers et de mettre en œuvre et de vérifier l'efficacité des contrôles ou dispositifs permettant de les réduire.

3.3 L'ÉVALUATION INTERNE DES RISQUES ET DE LA SOLVABILITÉ (ORSA)

L'évaluation globale de la solvabilité est réalisée dans un cadre défini par la Direction Générale de Sogessur.

Cette évaluation repose sur le calcul des besoins de fonds propres et des résultats normatifs⁽¹⁾, pour chaque année du business plan. Ces calculs sont réalisés dans le cadre d'un scénario central et de scénarios adverses.

L'ORSA permet à la Direction générale de Sogessur et au Conseil d'administration de disposer d'une évaluation prospective des risques auxquels la compagnie s'expose en vue de la réalisation de ses objectifs stratégiques à court et moyen termes. L'ORSA est un élément clé du dispositif de gestion des risques.

Les étapes clés de la mise en œuvre du processus ORSA se déroulent de la façon suivante :

- définition du profil de risque;
- analyse de l'adéquation du profil de risque à la formule standard;
- définition de l'appétit pour le risque;
- définition des scénarios de stress;
- évaluation globale de la solvabilité;
- définition des actions de management;
- présentation du rapport ORSA au Conseil d'administration;
- envoi au régulateur conformément à l'article L. 355-1 du Code des assurances.

Fréquence

Le besoin global de solvabilité est calculé *a minima* une fois par an. Si besoin, un ORSA *ad hoc* peut être réalisé en cas d'évolution défavorable de la solvabilité détectée par le dispositif de suivi

4 – SYSTÈME DE CONTRÔLE INTERNE

4.1 PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU SYSTÈME DE CONTRÔLE INTERNE

4.1.1 Présentation générale

Le contrôle interne se définit comme l'ensemble des moyens mis en œuvre en permanence pour s'assurer que les opérations réalisées, l'organisation et les procédures mises en place sont conformes : aux dispositions légales et réglementaires, aux usages professionnels et déontologiques, et aux règles internes et orientations définies par l'organe exécutif de l'entreprise.

Il vise notamment à :

- prévenir les dysfonctionnements;

du ratio de couverture des besoins en fonds propres ou en cas d'acquisition ou de cession significative d'une activité.

Besoin solvabilité

L'évaluation des besoins de solvabilité découle d'un processus continu de suivi du profil de risque. Dans ce cadre, l'entité met en œuvre les dispositifs suivants :

- formalisation d'un profil de risque une fois par an;
- validation annuelle du cadre d'appétit pour le risque;
- validation de la trajectoire budgétaire en respectant les seuils d'appétit pour le risque;
- réalisation de *stress tests* et sensibilité prospectifs;
- reporting trimestriel de l'appétit pour le risque au Conseil d'administration au niveau du groupe Sogécap;
- veille permanente sur l'évolution des risques.

Afin de maîtriser les risques identifiés, une gouvernance est organisée :

- mise en place de comités dédiés à la gestion de chacun de ces risques;
- formalisation du cadre de la gestion des risques via des politiques validées annuellement en conseil d'administration;
- mise en place d'une comitologie dédiée à l'approbation des évolutions matérielles des produits commercialisés et de tout nouveau produit.

Le profil de risque permet de déterminer les principaux risques auxquels la société est exposée. L'analyse du profil de risque de Sogessur montre son adéquation à la formule standard de calcul des besoins en fonds propres. Sogessur retient donc l'exigence réglementaire de capital (SCR) en formule standard comme mesure du besoin global de solvabilité.

- s'assurer de l'adéquation et du bon fonctionnement des processus internes, notamment ceux considérés comme sensibles;
- garantir la fiabilité, l'intégrité et la disponibilité des informations financières et de gestion;
- vérifier la qualité des systèmes d'information et de communication.

Dans le modèle des « trois lignes de défense » sur lequel repose le dispositif de contrôle de Sogessur, le système de contrôle interne représente les deux premières lignes de défense :

- la 1^{re} ligne de défense est assurée par le contrôle interne de niveau 1, qui est exercé par les métiers et les directions opérationnelles;
- la 2^e ligne de défense est pour sa part constituée :
 - du contrôle interne de niveau 2, exercé par des équipes dédiées indépendantes des métiers et directions opérationnelles, qui

vérifie en permanence l'adéquation et l'efficacité du contrôle interne de niveau 1 à l'organisation et aux processus;

- des fonctions de contrôle dédiées et des fonctions support responsables de domaines d'expertise.

Pour répondre à ces objectifs, le système de contrôle interne de Sogessur repose sur :

- l'implication forte de la Direction générale et du Conseil d'administration;
- l'incarnation de la fonction clé de Vérification de la Conformité et sa coopération avec les autres fonctions clés et notamment la fonction clé Gestion des Risques;
- la collaboration étroite entre la fonction de Vérification de la Conformité et la filière Juridique;
- la mise en œuvre homogène des dispositifs et outils de contrôle interne sur tout le périmètre.

4.1.2 Organisation

Dans une optique d'optimisation de l'organisation des activités du groupe Sogécap en France, la mise en œuvre du système de contrôle interne de Sogessur est réalisée par Sogécap, entreprise mère du groupe d'assurance Sogécap, pour le compte de Sogessur. De même, la fonction clé de vérification de la conformité est assurée par Sogécap.

Un protocole détaillant les modalités de cette externalisation a été formellement signé entre Sogécap et Sogessur.

Au sein de Sogécap, l'organisation et le pilotage du système de contrôle interne relèvent de la responsabilité du Secrétariat Général.

Ce dernier est composé de quatre directions et un service qui travaillent en étroite coordination tout en maintenant une stricte indépendance :

- la Direction de la Conformité dont la mission est de définir, contrôler, piloter, faire évoluer et animer le dispositif de vérification de la conformité du groupe Sogécap, afin de garantir la maîtrise des risques de non-conformité. Elle comprend notamment le dispositif de protection des données, incarné par le *Data Protection Officer* (DPO), et la sécurité financière. Elle est le support opérationnel de la fonction clé de vérification de la conformité et fait partie intégrante du système de contrôle interne en application de la Directive Solvabilité 2.
- La Direction du Contrôle Interne qui a pour mission d'assurer l'efficacité du système de contrôle interne du groupe Sogécap en supervisant le dispositif de contrôle interne.
- Le Service Évaluation du Contrôle Interne qui exerce le contrôle interne de niveau 2.
- La Direction des Affaires Juridiques et Fiscales, qui a pour mission :
 - d'assurer la sécurité juridique et fiscale,
 - d'effectuer la veille juridique et de mesurer l'impact de toute réglementation législative ou réglementaire,

– de fournir des conseils aux différentes directions dans le cadre de leurs activités, de leurs investissements et de leurs relations avec les prestataires.

- La Direction Responsabilité Sociale et Environnementale qui définit et met en œuvre la politique RSE du groupe Sogécap.

4.2 MISE EN ŒUVRE DU SYSTÈME DE CONTRÔLE INTERNE

4.2.1 Les instances

Comité d'Audit, du Contrôle Interne et des Risques (CACIR)

Ce comité émanant du Conseil d'administration se réunit trois fois par an. Ses principales attributions sont les suivantes :

- suivi de l'information financière et prudentielle;
- suivi du contrôle interne;
- suivi de la gestion des risques;
- suivi du contrôle légal des comptes annuels et de l'indépendance du commissaire aux comptes;
- suivi du cadre d'appétit pour le risque;
- examen du programme de contrôle périodique de l'entité;
- suivi de la réalisation des missions du commissaire aux comptes;
- approbation de la fourniture des services autres que la certification des comptes (SACC).

Comité Contrôle Interne

Le comité Contrôle Interne, qui réunit à une fréquence mensuelle le Comité Exécutif du groupe Sogécap (dont la Direction générale de Sogessur), la Direction du Contrôle Interne et le Service Évaluation du Contrôle Interne a pour mission :

- de veiller à la cohérence transversale et à l'efficacité du contrôle interne;
- d'analyser les principaux dysfonctionnements identifiés;
- de valider et coordonner les actions engagées, ou à engager, pour remédier à ces dysfonctionnements ou pour améliorer l'efficacité du contrôle interne.

Comité Conformité

Le comité Conformité qui réunit à une fréquence mensuelle le Comité Exécutif du groupe Sogécap (dont la Direction générale de Sogessur) et la Direction de la Conformité a pour mission :

- d'informer de toute évolution significative sur les lois, règlements et normes applicables susceptibles d'avoir un impact sur le risque de non-conformité;
- de valider et coordonner les actions engagées, ou à engager, pour améliorer l'efficacité du dispositif de vérification de la conformité et pour remédier aux anomalies constatées.

(1) Résultat en norme IFRS avec taux d'impôts et de rendement des fonds propres suivant la norme Société Générale.

4.2.2 Les outils du système de contrôle interne

Les politiques du système de contrôle interne

Les politiques du système de contrôle interne formalisent les principes, processus et procédures mis en œuvre par Sogessur. Afin d'adapter ces politiques aux facteurs internes et externes influençant les risques auxquels est soumis Sogessur, celles-ci sont mises à jour au minimum annuellement.

Les politiques intégrées au système de contrôle interne sont les suivantes :

POLITIQUES DE CONTRÔLE INTERNE

POLITIQUE DE CONTRÔLE INTERNE

La politique décrit le dispositif de contrôle interne de Sogessur et précise ses modalités de mise en œuvre : principes, outils, responsabilités et missions.

POLITIQUE DE VÉRIFICATION DE LA CONFORMITÉ

La politique définit le cadre de maîtrise des risques de non-conformité et précise notamment :

- La gouvernance de la fonction de vérification de la Conformité ;
- Ses caractéristiques (objectifs, champs d'action...);
- Ses missions (identifier et prévenir les risques de non-conformité, conseiller et former, contrôler et rendre compte, animer et coordonner) ;
- Les outils de vérification de la conformité (cartographie des risques de non-conformité, plan de vérification de la conformité, plan de contrôles, gestion des dysfonctionnements de conformité).

La politique de vérification de la conformité est réexaminée dès qu'une modification ou un ajout s'avère nécessaire et au minimum une fois par an.

En 2022, une modification a été apportée à la politique de Vérification de la Conformité avec l'ajout de la thématique finance durable dans le champ d'actions de la conformité.

POLITIQUE DE SOUS-TRAITANCE (cf. B.7)

La politique définit les principes applicables en termes de sous-traitance (notamment lors de l'étude d'un projet de sous-traitance et le suivi d'une prestation sous-traitée), particulièrement pour les d'activités ou fonctions opérationnelles considérées comme « importantes ou critiques ».

POLITIQUE D'HONORABILITÉ ET DE COMPÉTENCES (cf. B.2)

La politique est principalement destinée à garantir que toutes les personnes qui dirigent effectivement l'une des entités du groupe Sogécap, ou occupent des fonctions clés au sein du groupe, satisfont à tout moment aux exigences de compétence et d'honorabilité (qualifications, connaissances, expérience professionnelle, réputation, intégrité).

Le contrôle interne de niveau 1

Le contrôle interne de niveau 1 se définit comme l'ensemble des dispositions mises en œuvre en permanence pour garantir, au niveau opérationnel, la régularité, la validité et la sécurité des opérations.

Il concerne l'ensemble des collaborateurs et repose sur :

- le respect permanent par chacun d'entre eux, pour toutes les opérations qu'ils traitent, des règles et procédures en vigueur ;
- la vérification régulière par la hiérarchie du respect de ces procédures.

En application de ces pratiques, le contrôle interne de niveau 1 distingue deux types de contrôles :

- **les contrôles opérationnels** : les procédures, qui sont conçues de façon à respecter les règles de base du contrôle interne,

incluent des contrôles opérationnels qui ont pour objectifs de s'assurer de la bonne application de la procédure et d'alerter la hiérarchie en cas d'anomalies ou de dysfonctionnements constatés. Ces contrôles opérationnels, qui peuvent être des contrôles automatisés ou des contrôles croisés « 4 yeux », peuvent être tracés, sans nécessairement être formalisés.

- **la supervision managériale**, qui consiste en une vérification formalisée par la hiérarchie de la bonne réalisation des contrôles opérationnels. Elle s'exerce sur l'ensemble des processus, en se concentrant en priorité sur les processus les plus sensibles et les risques les plus significatifs. Le dispositif de supervision managériale est encadré par une bibliothèque de contrôle (qui rassemble les objectifs de contrôle pour les directions opérationnelles et les fonctions support) et s'appuie sur un outil commun à toutes les entités du groupe Sogécap.

Le contrôle interne de niveau 2

Le contrôle interne de niveau 2 a pour mission de s'assurer, de manière régulière, de l'adéquation aux risques, de l'efficacité et de la bonne exécution du dispositif de contrôle de niveau 1.

Cette revue s'effectue par une analyse quantitative et qualitative des différents éléments du contrôle interne de niveau 1, et notamment de la supervision managériale (pertinence, définition des modes opératoires, qualité de réalisation, présence de justificatifs, suivi des actions correctrices).

Ces travaux donnent lieu à la formulation par les équipes de contrôle interne de niveau 2 d'un avis qualifié sur l'efficacité du contrôle interne de niveau 1 du périmètre concerné et, le cas échéant, de préconisations.

Le contrôle interne de niveau 2 est exercé par des équipes indépendantes des opérationnels et dédiées à cette activité.

Le suivi des dysfonctionnements de conformité

Le suivi des dysfonctionnements de conformité s'appuie sur un système d'alerte au fil de l'eau, mis en œuvre à l'échelle du groupe Sogécap, et sur un processus d'escalade au sein du Groupe Société Générale.

En 2022, aucun dysfonctionnement de conformité n'a été détecté.

La procédure d'approbation des nouveaux produits

La procédure d'approbation des nouveaux produits est déployée et en vigueur dans l'ensemble du groupe Sogécap et de ses filiales. Le processus d'approbation est structuré de manière pyramidale en différents niveaux d'appréciation suivant les enjeux stratégiques et de risques.

En 2022, quatre produits ont fait l'objet d'une procédure d'approbation.

Le suivi des missions et des relations avec les régulateurs

Les missions des régulateurs et les relations avec ces derniers font l'objet d'un suivi centralisé. Les préconisations émises par les régulateurs font notamment l'objet d'un suivi dédié.

En 2022, l'année a été marquée par les suites de la mission de place conduite en 2021 sur l'évaluation de la meilleure estimation des passifs relatifs à l'ADE. Le rapport a été publié en août 2022 et les recommandations sont en cours de mise en œuvre.

Le dispositif de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme

Le dispositif de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, mutualisé pour l'ensemble des entités françaises du groupe Sogécap, est adapté aux dispositions issues de la 5^e Directive Européenne Anti-Blanchiment et repose sur les principes suivants :

- une classification des risques adaptée à l'activité ;
- des procédures dédiées à la LCB/FT, partagées notamment avec les services de gestion, qui constituent le premier rempart du dispositif ;
- des mesures de vigilance à l'égard de la clientèle ;
- un dispositif de surveillance des opérations ;
- une activité déclarative auprès de TRACFIN en France. En 2022, 39 déclarations de soupçons ont été réalisées ;
- un dispositif de filtrage contre les listes de sanctions financières internationales et de gel des avoirs ;
- la formation et la sensibilisation du personnel exposé : en 2022, 100 % des collaborateurs concernés ont suivi la formation Sécurité Financière ;
- un contrôle permanent et périodique.

5 – FONCTION D'AUDIT INTERNE

5.1 PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA FONCTION AUDIT INTERNE

Dans le modèle des « trois lignes de défense » sur lequel Sogessur s'appuie, l'audit interne, contrôle périodique strictement indépendant des métiers comme du contrôle interne, constitue la 3^e ligne de défense.

5.1.1 Attributions

En application des articles L. 322-3-2 et L. 354-1 du Code des Assurances, Sogécap, entreprise mère du groupe Sogécap, dispose d'une fonction clé d'Audit Interne placée sous l'autorité directe de son Directeur Général. Cette fonction clé, assurée par le Directeur de l'Audit Interne du groupe Sogécap, est également la fonction

clé du Sogessur au sens des articles L356-1 et L356-18 du Code des Assurances.

La fonction clé Audit Interne de Sogessur est sous-traitée à Sogécap : le responsable par délégation est le Directeur de l'Audit Interne du groupe Sogécap.

Les activités d'audit interne de Sogessur sont réalisées par la Direction Inspection et Audit (IGAD) de la Société Générale sur la base d'une convention signée le 27/01/2016 entre IGAD et Sogécap agissant tant pour son compte que pour celui de ses entreprises filiales.

À ce titre, IGAD assure l'exécution des tâches opérationnelles de contrôle périodique de toutes les activités de Sogessur pour les principales catégories de risques (risques opérationnels, risques assurances, risques de contrepartie et risques de marché). Pour les sujets particulièrement techniques (aspects juridiques, fiscaux, informatiques, de modalisation et comptables), IGAD s'appuie sur ses équipes d'audit spécialisées.

Les prestations de service prises en charge par IGAD sont soumises à la politique de sous-traitance et considérées comme des fonctions importantes ou critiques au sens de l'article R354-7 du Code des Assurances. Les conditions d'exercice et de contrôle de cette activité sont formalisées dans la convention du 27/01/2016 susmentionnée.

Les travaux conduits s'appuient sur la méthodologie d'audit du groupe Société Générale, mise en œuvre en fonction des domaines revus. Chaque mission donne lieu à un rapport de mission contenant une synthèse et des préconisations, lesquelles font ensuite l'objet d'un suivi régulier.

5.1.2 Organisation des missions d'audit interne

Le plan d'audit de Sogessur est établi sur une base pluriannuelle. Les missions couvrant l'ensemble du périmètre sont déterminées après une évaluation des risques de chaque département ou service de la Société et d'une estimation d'un budget temps pour en effectuer la revue ; cette évaluation est complétée par la cotation de la dernière mission et sa date de réalisation.

Des missions spéciales ou hors plan peuvent également être réalisées à la demande de la Direction Générale de Sogessur.

5.1.3 Restitution des conclusions et suivi

Chaque mission donne lieu à une présentation, à la Direction de l'entité concernée, des constats et des préconisations.

6 – FONCTION ACTUARIELLE

La Fonction Actuarielle de Sogessur est sous-traitée à Sogécap conformément à la décision du Conseil d'administration de Sogessur.

6.1 MISSION DE LA FONCTION ACTUARIELLE

La Fonction Actuarielle est un contributeur clé dans le système de gestion des risques de Sogessur. Elle contribue, à travers son expertise, à la gestion des risques techniques qui sont l'une des composantes majeures du profil de risque de la société. Dans ce cadre, la mission confiée au responsable de la Fonction Actuarielle s'articule autour de trois axes principaux :

- la coordination et la revue du calcul des provisions techniques ;

Un rapport est communiqué à cette direction pour commentaires et formalisation du plan d'action et des échéances de mise en œuvre des recommandations.

Le rapport après commentaires est diffusé à l'ensemble du Comité Exécutif de Sogessur. Les préconisations font ensuite l'objet d'un suivi régulier.

Le plan d'audit détaillé de l'exercice est présenté au Comité d'Audit, de Contrôle Interne et des Risques (CACIR) de Sogessur lors de sa session de fin d'exercice précédent.

Le bilan des travaux et des constats du contrôle périodique ainsi que le suivi de la mise en œuvre des préconisations des audits finalisés sont présentés au CACIR.

5.2 INDÉPENDANCE ET OBJECTIVITÉ DE LA FONCTION AUDIT INTERNE

La fonction Audit Interne, assurée par le Directeur de l'Audit Interne du groupe Sogécap et séparée du Contrôle Permanent, est rattachée hiérarchiquement à la Direction Générale de Sogécap, ce qui garantit son indépendance vis-à-vis des différentes directions de Sogessur.

Les reportings des différents contrôles internes (tableaux de bord, missions d'audit) sont examinés de manière périodique par le Comité Exécutif de Sogessur, au cours de différents Comités spécialisés (Comité Contrôle Interne et Conformité, Comité d'Audit, Comité Sécurité).

L'indépendance et l'efficacité du contrôle interne sont par ailleurs évaluées et garanties par le Comité d'Audit, de contrôle interne et des risques, émanation du Conseil d'administration de Sogessur.

- la revue de la politique du risque de souscription et de l'adéquation du programme de réassurance compte tenu du profil de risque de la société ;
- la contribution à la mise en œuvre du système de gestion des risques et à l'ORSA.

Le responsable de la Fonction Actuarielle est rattaché au Directeur Général délégué Finances, Investissements et Risques de Sogécap. Ce positionnement lui confère l'indépendance nécessaire pour mener à bien ses missions.

6.2 MISE EN ŒUVRE DE LA FONCTION ACTUARIELLE

La Fonction Actuarielle a accès à l'ensemble des ressources nécessaires à la réalisation des missions qui lui sont attribuées. Le titulaire est également amené à participer aux différents comités dépendant du Conseil d'administration et de la Direction Générale sur les problématiques relevant de son périmètre.

La Fonction Actuarielle intervient dans le suivi des risques techniques et notamment dans la revue du calcul de provisions techniques, le suivi de la qualité des données, dans le suivi du risque de souscription et de l'adéquation du dispositif de réassurance avec le profil de risque de la société.

7 – SOUS-TRAITANCE

7.1 PRINCIPES GÉNÉRAUX

La sous-traitance d'une opération auprès d'un tiers externe, d'une autre entité du groupe Société Générale, ou d'une autre entité du groupe Sogécap, est une pratique usuelle. L'un de ses effets est toutefois de modifier le « profil de risque » attaché à cette prestation. En effet, la sous-traitance :

- induit des risques spécifiques, comme la dépendance vis-à-vis d'un tiers – par exemple, lorsque sont concentrées sur un nombre très restreint de prestataires certaines activités spécialisées pour l'ensemble des établissements ;
- peut se traduire par un accroissement des risques opérationnels, lorsque les prestations sont confiées à des tiers dont le dispositif de contrôle interne est moins robuste que celui de l'établissement procédant à la sous-traitance, ou qui sont soumis à un suivi réglementaire moins strict ;
- peut s'avérer non conforme à une réglementation applicable à Sogessur, ou engendrer un risque de non-conformité en cas de défaillance du prestataire.

Cependant, la sous-traitance peut aussi contribuer à une meilleure maîtrise des risques, par exemple lorsque la prestation est confiée à un tiers disposant d'une expertise ou de moyens de contrôle supérieurs à ceux de l'établissement procédant à la sous-traitance.

Dans tous les cas, l'entité qui sous-traite une prestation en demeure responsable, ainsi que de la qualité du service fourni.

La sous-traitance fait donc l'objet d'un suivi spécifique dans le cadre du dispositif de contrôle interne. Elle ne doit pas conduire à une dégradation de la maîtrise des risques.

Elle contribue donc à la mise en œuvre du système de gestion des risques à travers l'analyse et le suivi de ces risques techniques mais également à travers la mise en œuvre du processus ORSA.

Les travaux conduits par la Fonction Actuarielle dans le cadre des missions précitées, les conclusions et recommandations qui en résultent sont formalisés dans un rapport actuariel annuel qui fait l'objet d'une présentation à la Direction Générale, au CACIR et au Conseil d'administration de Sogessur.

Les travaux menés par la Fonction Actuarielle permettent d'évaluer l'incertitude portant sur l'évaluation des provisions techniques. Les sensibilités de ces agrégats et la prudence dans les choix méthodologiques permettent d'assurer la suffisance des provisions techniques en norme Solvabilité 2.

7.2 DISPOSITIF MIS EN ŒUVRE

De façon générale, tous les projets de sous-traitance doivent faire l'objet d'une analyse de risques formalisée préalablement, notamment en vue d'apprécier le caractère « important ou critique » de la prestation qui en serait issue.

Les activités sous-traitées doivent faire l'objet d'un suivi. Les informations collectées doivent permettre d'identifier les points de faiblesse éventuels, de challenger les plans d'actions palliatifs proposés et d'en suivre la mise en œuvre (dans les limites permises par la relation contractuelle).

L'activité sous-traitée demeurant sous la responsabilité de l'entité qui a procédé à la sous-traitance, elle reste donc dans le périmètre d'intervention de l'audit interne de Sogessur comme toute autre activité.

Les mesures applicables à toutes les opérations de sous-traitance sont renforcées si l'opération porte sur :

- une fonction ou activité considérée comme « importante ou critique »,
- une fonction clé du système de gouvernance au sens de la Directive Solvabilité 2.



Dans ce cas, des dispositions particulières sont prises en termes :

- d'information des autorités de contrôle ;
- d'obligations contractuelles ;
- de reporting.

7.3 ACTIVITÉS OU FONCTIONS OPÉRATIONNELLES IMPORTANTES OU CRITIQUES SOUS-TRAITÉES

Les fonctions ou activités sous-traitées importantes et critiques de Sogessur et de ses succursales sont les suivantes :

OBJET DE LA PRESTATION SOUS-TRAITÉE	LOCALISATION DU PRESTATAIRE
Activités liées au fonctionnement et à la gestion des contrats d'assurance	France
Gestion des actifs	France
Fonction clé Vérification de la Conformité	France
Fonction clé Gestion des Risques	France
Fonction clé Actuarielle	France
Fonction clé Audit interne	France
Equipe dédiée du groupe Société Générale mise à disposition de la fonction clé d'Audit Interne	France
Editique et gestion de la documentation contractuelle	France/Italie
Numérisation, gestion et tri du courrier entrant et sortant	France
Services informatiques (infrastructure, réseau, postes de travail, serveurs...)	France/Italie/Pologne/Allemagne
Conservation et gestion de documents	France/Italie/Pologne
Call center et Back Office	Italie
Gestion des contrats	Italie/Allemagne

Ces prestataires font l'objet d'un suivi dans le cadre du système de contrôle interne pour notamment s'assurer de leur fiabilité, solidité financière et capacité de continuité d'activité en cas de situation d'urgence ou interruption d'activité.

Le suivi opérationnel quotidien est réalisé par les responsables métiers des activités sous-traitées, en collaboration avec la Direction du Contrôle Interne de Sogécap, notamment au travers d'indicateurs (d'activités et de risques), de comités de suivi, et, si besoin, de missions d'audit.

8 – AUTRES INFORMATIONS

Toutes les informations utiles relatives au système de gouvernance ont été présentées dans les sections B1 à B7.

C – PROFIL DE RISQUE

1 – INTRODUCTION

Conformément à son modèle de bancassurance intégrée, Sogessur met à disposition des réseaux du groupe, en France et à l'International, une gamme complète de produits et de services en assurance dommages et risques divers. La gamme de produits proposés par Sogessur est à destination des particuliers et des professionnels.

Sogessur assure les moyens de paiement du groupe Société Générale pour les particuliers, les professionnels et les associations.

Sogessur utilise la formule standard pour évaluer ses besoins en fonds propres. Les sections 2 à 7 suivantes détaillent, sous le prisme des modules de calcul du SCR, le profil de risque de la société en termes d'exposition, de concentration et de sensibilités ainsi que les mesures d'atténuation de risques mises en place.

L'évaluation interne des risques et de la solvabilité est réalisée annuellement dans un cadre défini par la Direction Générale et en lien avec les fonctions concernées. Ce processus permet

d'assurer l'actualisation des évaluations et de son adéquation avec le cadre d'appétit pour le risque.

Le tableau suivant présente la décomposition du SCR de Sogessur pour l'exercice de référence et l'exercice précédent :

(En million d'euros)	2022	2021
Capital de Solvabilité Requis brut		
Risque de marché	46	38
Risque de contrepartie	8	9
Risque de souscription vie	0	0
Risque de souscription santé	41	39
Risque de souscription non-vie	289	270
Diversification	-71	-65
Capital de Solvabilité Requis de base	313	290
Risque opérationnel	26	24
Capacité d'absorption des pertes par les impôts différés	-87	-81
Capital de Solvabilité Requis	251	233

2 – RISQUE DE SOUSCRIPTION

2.1 EXPOSITION AU RISQUE DE SOUSCRIPTION ET MESURES D'ÉVALUATION

Le risque de souscription correspond au risque d'une perte de fonds propres résultant de l'écart entre les coûts liés aux sinistres ou prestations prévues par la tarification et les coûts réels induits par l'évolution défavorable d'un ou de plusieurs facteurs de risque (dérive de la fréquence, des coûts moyens, survenances d'événements atypiques).

Le risque de souscription est encadré par un comité Technique, présidé par la Direction générale. Ce comité suit notamment la mise en œuvre de la politique de souscription et les indicateurs associés. Tout nouveau produit ou transformation significative de produit existant doit être soumis, avant sa mise en œuvre, à un processus d'approbation (processus nouveau produit).

Les principaux risques de souscription inhérents à l'activité de Sogessur sont synthétisés dans le tableau suivant :

RISQUES DE SOUSCRIPTION DESCRIPTION DES RISQUES

Primes et réserve	Le risque de primes et de réserve, reflète le risque de perte, ou de changement défavorable de la valeur des engagements d'assurance, résultant de fluctuations affectant la date de survenance, la fréquence et la gravité des événements assurés, ainsi que la date et le montant des règlements de sinistres.
Catastrophes	Le risque de catastrophe reflète le risque de perte, ou de changement défavorable de la valeur des engagements d'assurance, résultant de l'incertitude importante, liée aux événements extrêmes ou exceptionnels, qui pèse sur les hypothèses retenues en matière de prix et de provisionnement.

2.2 CONCENTRATION DU RISQUE DE SOUSCRIPTION

Sogessur diversifie sa souscription sur l'ensemble de sa gamme de produits. Ses risques de souscription sont diversifiés entre les garanties qui composent ses produits. Dans le cadre de l'évaluation de son besoin en capital, Sogessur identifie et quantifie son exposition géographique maximale sur un rayon de 200 m sur des pertes matérielles.

2.3 ATTÉNUATION DU RISQUE DE SOUSCRIPTION

La diversité des produits commercialisés par Sogessur constitue un premier levier d'atténuation du risque de souscription.

Sogessur met en œuvre un programme de réassurance dont les principaux objectifs sont :

- de se couvrir contre les événements atypiques ou extrêmes ;
- d'accéder à l'expertise de réassureurs ;
- de réduire son besoin en fonds propres réglementaires.

2.4 SENSIBILITÉ AU RISQUE DE SOUSCRIPTION

Sogessur mesure la sensibilité de son ratio de solvabilité au risque de souscription au travers d'un choc impactant le chiffre d'affaires. Les résultats de ces analyses sont présentés ci-dessous :

FACTEURS DE RISQUE	CHOC RETENU	IMPACTS SUR LE TAUX DE COUVERTURE
Hausse du chiffre d'affaires du budget	+ 10 %	-6 pts

3 – RISQUE DE MARCHÉ

3.1 EXPOSITION AU RISQUE DE MARCHÉ ET MESURES D'ÉVALUATION

Le risque de marché se définit comme le risque de perte de fonds propres, résultant des variations de paramètres de marché, de la volatilité de ces paramètres et des corrélations entre ces para-

mètres sur la valeur des instruments financiers. Les paramètres concernés sont notamment les taux de change, les taux d'intérêt, ainsi que les prix des titres (actions, obligations) et de tous autres actifs, tels que les actifs immobiliers.

De par la composition de ses portefeuilles, Sogessur est exposée à l'ensemble des risques de marchés pris en compte dans la formule standard (taux d'intérêt, actions, immobilier, change, concentration et *spread* de taux) qui sont synthétisés dans le tableau suivant :

RISQUES DE MARCHÉ	DESCRIPTION DES RISQUES
Taux d'intérêt	Le risque de taux est le risque qu'une fluctuation de la courbe des taux nominale crée une situation de non-adossement entre l'actif et le passif conduisant à terme à des pertes financières.
Action	Le risque action est le risque de perte liée à une variation du niveau et de la volatilité du cours des actions.
Immobilier	Le risque immobilier est le risque lié à une fluctuation de valeur de marché des biens immobiliers détenus.
Change	Le risque de change correspond au risque de pertes financières liées aux fluctuations des taux de change entre l'Euro et les devises dans lesquelles les investissements du portefeuille de Sogessur sont libellés.
Concentration	Le risque de concentration est le risque que le portefeuille d'investissements soit insuffisamment diversifié impliquant des pertes significatives en cas de défaut d'une contrepartie.
Spread ⁽¹⁾	Le risque de <i>spread</i> est le risque de pertes financières liées à une hausse du niveau du risque de crédit découlant notamment d'un changement de notation ou d'un défaut de l'émetteur.

(1) Les risques de *spread* sont compris dans le risque de crédit présenté en section 4 suivante.

3.2 CONCENTRATION DU RISQUE DE MARCHÉ

Sogessur investit sur les différentes natures de titres financiers en respectant la politique de gestion du risque d'investissement définie selon le principe de la personne prudente. Au sein de chaque nature de titres, les expositions sont diversifiées en termes

de géographie, d'émetteurs et de secteurs. La mise en œuvre de cette politique se caractérise par la définition de seuils, de limites et de contraintes. Les principales concentrations sont suivies dans le cadre du comité ALM et pris en compte dans la formule standard dans le sous-module SCR risque de concentration.

3.3 ATTÉNUATION DU RISQUE DE MARCHÉ

La politique de gestion du risque d'investissement de Sogessur couvre le suivi des risques financiers liés aux investissements. Ces risques sont suivis au sein du comité ALM, en conformité avec le principe de la personne prudente. La mise en œuvre de cette politique se caractérise par la définition de seuils et de limites. Le risque de marché est atténué par :

- la diversification de l'actif ;
- des investissements en titres obligataires majoritairement notés AAA et AA et composés en grande partie de titres d'État.

3.4 SENSIBILITÉ AU RISQUE DE MARCHÉ

Des sensibilités instantanées sur le ratio de solvabilité ont été déterminées par rapport aux principaux facteurs de risques financiers analysés de manière isolée.

Les sensibilités et les chocs retenus sont résumés dans le tableau suivant :

FACTEURS DE RISQUE	CHOC RETENU	IMPACTS EN POINTS SUR LE TAUX DE COUVERTURE
Hausse des taux	+50 bps	-3 pts
Baisse des taux	-50 bps	+3 pts
Hausse des actions	+25 %	+1 pt
Baisse des actions	-25 %	-1 pt
Hausse des spreads	+75 bps	-8 pts

4 – RISQUE DE CRÉDIT

4.1 EXPOSITION AU RISQUE DE CRÉDIT ET MESURES D'ÉVALUATION

Le risque de crédit se définit comme le risque de pertes de fonds propres résultant de l'incapacité d'émetteurs ou d'autres contreparties de Sogessur à faire face à leurs engagements financiers.

Le risque de crédit inclut le risque de *spread* et de contrepartie. De plus, le risque de crédit peut être aggravé par le risque de concentration, résultant d'une forte exposition à un risque donné ou à une ou plusieurs contreparties.

La gestion du risque de crédit de Sogessur repose sur le principe que tout engagement porteur de risques de crédit s'appuie sur une connaissance approfondie de la contrepartie et de la nature de la transaction (investissement, réassurance). Des seuils et limites sont fixés en fonction de la qualité des contreparties ou de la nature des titres.

Dans la formule standard, appliquée par Sogessur, 2 types d'expositions sont utilisées pour évaluer le risque de contrepartie :

Courbe des taux +/- 50 points de base : cette sensibilité correspond à une translation de la courbe des taux *swap* de 50 points de base à la hausse ou à la baisse.

Baisse/Hausse des marchés actions de 25 % : ces sensibilités permettent d'évaluer comme pour les taux, l'impact sur le ratio de couverture d'une hausse ou d'une baisse immédiate du niveau des indices actions cotées et non-cotées. Ce calcul prend en compte un effet d'atténuation prévu par les textes (*dampener*) qui permet de réduire le montant du SCR action en cas de baisse brutale du marché action.

Hausse des spreads : cette sensibilité permet d'évaluer l'impact sur le ratio de couverture d'une hausse immédiate des *spreads* de 75 bp sur les obligations. Cette sensibilité est calculée sans ajustement de la correction pour volatilité (VA).

- **Expositions de type 1** qui sont liées aux contrats d'atténuation du risque (réassurance, instruments dérivés), aux avoirs en banque, aux dépôts auprès des entreprises cédantes, ainsi qu'aux engagements juridiquement contraignants que l'entreprise a fournis ou convenus et qui sont susceptibles de faire naître des obligations de paiement dépendant de la qualité de crédit ou du défaut d'une contrepartie.
- **Expositions de type 2** correspondant à tous les risques de crédit non couverts dans le sous-module risque de *spread* et qui ne sont pas de type 1, notamment les montants à recevoir d'intermédiaires et les créances sur les assurés.

4.2 CONCENTRATION DU RISQUE DE CRÉDIT

La concentration du risque de crédit est encadrée par des seuils et limites. Tout franchissement de seuil ou de limite fait l'objet d'un reporting au comité Technique, puis au CACIR (émanation du Conseil d'administration).

4.3 ATTÉNUATION DU RISQUE DE CRÉDIT

La mise en place de seuils et limites par contrepartie permet de limiter ce risque sur les actifs financiers.

Par ailleurs, le risque de défaut des réassureurs est atténué par des garanties reçues de la part des réassureurs, sous forme de dépôts d'espèces ou de nantissement de titres de qualité élevée.

5 - RISQUE DE LIQUIDITÉ

5.1 EXPOSITION AU RISQUE DE LIQUIDITÉ ET MESURES D'ÉVALUATION

Dans le cadre des opérations d'assurance, le risque de liquidité correspond à l'incapacité de l'assureur à honorer ses obligations contractuelles et les règlements des sinistres déclarés (potentielles pertes induites dans les cas de ventes forcées ou lorsque les actifs financiers sont investis sur des marchés peu liquides).

Le risque de liquidité est encadré par la politique de gestion du risque d'investissement et la politique de gestion du risque ALM, validées par le Conseil d'administration. La politique de gestion du risque d'investissement a été formalisée dans l'optique du respect du principe de la personne prudente et notamment le principe selon lequel tous les actifs sont investis de façon à garantir la sécurité, la qualité, la liquidité et la rentabilité de l'ensemble du portefeuille. En outre, la localisation de ces actifs doit permettre de garantir leur disponibilité. La politique de gestion du risque ALM prévoit la réalisation d'études portant sur le risque de liquidité

6 - RISQUES OPÉRATIONNELS

Les risques opérationnels se définissent comme les risques de pertes ou de sanctions notamment du fait de défaillances des procédures et systèmes internes, d'erreurs humaines ou d'événements extérieurs. À ce titre, Sogessur mène une politique de prévention active au travers de la sécurisation des processus opérationnels mais aussi de la diffusion d'une culture risques au sein de l'organisation.

Le système de contrôle interne consiste, pour toutes les procédures, méthodes et mesures établies, à s'assurer de leur conformité avec les dispositions législatives et réglementaires applicables. De plus,

7 - AUTRES RISQUES IMPORTANTS

L'ensemble des risques significatifs auxquels Sogessur est exposée a été présenté dans les sections C2 à C6 précédentes.

4.4 SENSIBILITÉ AU RISQUE DE CRÉDIT

Les sensibilités au risque de crédit ont été prises en compte dans les scénarios de stress présentés dans la partie sur le risque de marché.

(analyse de l'adéquation des flux de trésorerie à l'actif et au passif, comparaison des durations de l'actif et du passif...).

5.2 CONCENTRATION DU RISQUE DE LIQUIDITÉ

L'allocation stratégique d'actifs est principalement réalisée sur des actifs liquides (obligations d'États et ou obligations d'entreprises internationales).

5.3 ATTÉNUATION DU RISQUE DE LIQUIDITÉ

Les études ALM portant sur le risque de liquidité permettent de s'assurer de l'adéquation de la structure des investissements de Sogessur avec ses engagements d'assurance. L'encadrement de l'allocation stratégique d'actifs permet également de limiter ce risque.

5.4 SENSIBILITÉ AU RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité fait l'objet d'un suivi spécifique par le comité ALM au travers d'analyses qui consistent notamment à contrôler l'adéquation entre les durations d'actifs et de passifs et à contrôler la sensibilité au niveau des taux d'intérêt.

il assure l'efficacité et l'efficience des opérations aussi bien que la disponibilité, la fiabilité et l'intégrité de l'information financière et non financière. La Direction du Contrôle Interne et la Direction de la Conformité fournissent et maintiennent le cadre du système de contrôle interne nécessaire au contrôle des risques opérationnels. Les méthodes d'évaluations sont présentées en 4 - Système de Contrôle Interne dans la partie sur le Système de gouvernance.

Sogessur utilise la formule standard définie par l'EIOPA pour estimer son risque opérationnel.

D - VALORISATION À DES FINS DE SOLVABILITÉ

Les principes généraux de valorisation des actifs et passifs retenus sont ceux prévus par les dispositions de la directive Solvabilité 2 et par les textes disponibles à la date de préparation de ce rapport. Conformément à l'article 75 de la Directive Solvabilité 2, les actifs et les passifs sont valorisés à leur valeur économique, c'est-à-dire au montant pour lequel ils pourraient être échangés, transférés ou réglés dans le cadre d'une transaction conclue,

dans des conditions de concurrence normales, entre des parties informées et consentantes.

Le bilan économique, établi à partir du bilan statutaire, est l'élément central de l'environnement prudentiel Solvabilité 2. Il constitue la base de calcul des fonds propres prudentiels et des exigences en capital (SCR et MCR).

BILAN ÉCONOMIQUE AGRÉGÉ

(En millions d'euros)	2022	2021
Immobilier et équipements détenus pour un usage propre	0	0
Investissements (autres que détenus dans des fonds UC ou indexés)	828	794
Impôts Différés - Actif	4	3
Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance	248	219
Dépôts auprès des cédantes	0	0
Créances d'assureurs et d'intermédiaires	383	312
Créances de réassureurs	18	6
Créances diverses (non-assurance)	7	4
Trésorerie et équivalents de trésorerie	39	63
Autres actifs	2	2
Total Actifs	1 530	1 404

(En millions d'euros)	2022	2021
Provisions Techniques - Non Vie	892	819
Provisions techniques vie (hors UC et indexés)	3	4
Provisions autres que les provisions techniques	1	1
Dépôts des réassureurs	18	19
Impôts Différés - Passif	-	-
Dettes financières autres qu'auprès des établissements de crédit	-	-
Dettes d'assureurs et d'intermédiaires	249	193
Dettes de réassureurs	16	9
Dettes diverses (non-assurance)	40	50
Dettes subordonnées	163	145
Autres passifs	0	-
Total Passifs	1 383	1 240
Excédent des actifs sur les passifs S2	147	163

1 - ACTIFS

(En millions d'euros)	2022			Notes
	Valeur économique	Valeur comptable	Différence	
Frais d'acquisition reportés	0	299	-299	D.1.1.1
Actifs incorporels	0	19	-19	D.1.1.1
Impôts différés-actif	4	6	-2	D.1.1.2
Immobilier et équipements détenus pour un usage propre	0	0	0	D.1.1.3
Investissements (autres que détenus dans des fonds UC)	828	926	-98	
Actions	5	5	0	D.1.1.4
Obligations	740	836	-96	D.1.1.4
Fonds d'investissements	71	73	-2	D.1.1.4
Dépôts autres que équivalents trésorerie	13	13	0	D.1.1.4
Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance	248	315	-67	D.1.1.5
Créances d'assureurs et d'intermédiaires	383	545	-161	D.1.1.6
Créances de réassureurs	18	18	0	D.1.1.6
Créances diverses (non-assurance)	7	7	0	D.1.1.7
Trésorerie et équivalents trésorerie	39	39	0	D.1.1.8
Autres actifs	2	2	0	D.1.1.9
Total Actifs	1 530	2 177	-647	

1.1 PRINCIPES, MÉTHODES ET PRINCIPALES HYPOTHÈSES UTILISÉES POUR L'ÉVALUATION DES ACTIFS

Cette section présente, pour chaque poste de l'actif, les principes, méthodes et principales hypothèses utilisés pour déterminer la valeur économique des actifs du bilan Solvabilité 2. Lorsqu'elles sont matérielles, les différences entre les valeurs retenues dans le bilan prudentiel et dans le bilan statutaire sont commentées.

1.1.1 Actifs incorporels et frais d'acquisition reportés

Les actifs incorporels : ils comprennent des logiciels et des licences de logiciels adaptés à l'environnement de la compagnie

et ne pourraient pas être revendus. Sous Solvabilité 2, ils sont enregistrés pour une valeur économique nulle dans le bilan (via un retraitement « annulation de leurs valeurs statutaires »).

Les frais d'acquisition reportés (bruts et cédés) : sous Solvabilité 2, les commissions distributeurs et les frais d'acquisition supportés par la compagnie avant la date d'arrêté ne font pas l'objet de report et sont immédiatement et intégralement ajoutés/déduits des fonds propres. Les commissions et frais d'acquisition reportés comptabilisés dans les comptes sociaux sont donc éliminés au bilan Solvabilité 2.

Ces ajustements donnent lieu à la comptabilisation d'impôts différés.

DIFFÉRENCES MATÉRIELLES DE VALORISATION

S2	COMPTABLE
-	318 M€

- La valeur des actifs incorporels inscrite dans le bilan statutaire correspond aux coûts d'acquisition, nets des amortissements et éventuelles dépréciations. La valeur nulle retenue dans le bilan Solvabilité 2 génère un écart de 19 M€ sur ce poste et la reconnaissance d'un impôt différé actif.
- Les frais d'acquisition reportés immobilisés dans le bilan statutaire sont amortis au prorata des durées résiduelles des contrats. La valeur nulle retenue dans le bilan Solvabilité 2 génère un écart de 299 M€ sur ce poste et la reconnaissance d'un impôt différé actif.

1.1.2 Impôts différés-actif

Des impôts différés sont comptabilisés dans le bilan Solvabilité 2 sur la base des principes d'IAS 12.

Les impôts différés sont déterminés à partir des derniers taux d'imposition connus selon la méthode du report variable, sur la base des décalages temporaires entre la valeur prudentielle et la valeur fiscale des actifs et des passifs.

L'évaluation des actifs et passifs d'impôts différés reflète les conséquences fiscales qui résulteraient de la façon dont Sogessur s'attend, à la date de clôture, à recouvrer ou régler la valeur de ses actifs et passifs. À ce titre, les impôts différés du bilan économique établi en date du 31 décembre 2022 ont été calculés en tenant compte du taux d'impôt sur les sociétés de 25,83 % (y compris contribution additionnelle) applicable à compter de 2022 pour l'ensemble des sociétés.

DIFFÉRENCES MATÉRIELLES DE VALORISATION

S2	COMPTABLE
4 M€	6 M€

- Dans son bilan comptable, Sogessur, qui applique le principe optionnel des impôts différés, est en situation d'impôts différés actifs à hauteur de 6 M€. L'ensemble des retraitements liés au passage en valeur économique des actifs et passifs génère un impact global de -2 M€ d'impôts différés faisant passer Sogessur en situation d'impôts différés actifs nets de 4 M€ dans le bilan Solvabilité 2.

1.1.3 Immobilier et équipements détenus pour un usage propre

Les actifs corporels d'exploitation sont comptabilisés au coût amorti, ce dernier étant considéré comme la meilleure approximation du prix auquel ils pourraient être cédés.

de l'instrument financier est représentée par le prix du marché le plus avantageux. Lorsqu'il n'existe pas de cotation pour un instrument financier donné mais que les composantes de cet instrument financier sont cotées, la juste valeur est égale à la somme des prix cotés des différentes composantes de l'instrument financier en intégrant le cours acheteur et vendeur de la position nette compte tenu de son sens.

1.1.4 Placements financiers

Les placements financiers sont valorisés dans le bilan Solvabilité 2 en juste valeur selon les méthodes de valorisation présentées ci-après. La réévaluation des actifs financiers impacte la réserve de réconciliation et donne lieu à la comptabilisation d'impôts différés.

Lorsque le marché d'un instrument financier n'est pas ou n'est plus considéré comme actif, sa juste valeur est déterminée à l'aide de techniques d'évaluation (modèles internes de valorisation). Celles-ci intègrent, en fonction de l'instrument financier, l'utilisation de données issues de transactions récentes effectuées dans des conditions de concurrence normale, de justes valeurs d'instruments substantiellement similaires, de modèles d'actualisation des flux ou de valorisation d'option, de paramètres de valorisation.

Méthode de valorisation

La juste valeur retenue pour évaluer un instrument financier est en premier lieu le prix coté lorsque l'instrument financier est coté sur un marché actif. En l'absence de marché actif, la juste valeur est déterminée à l'aide de techniques d'évaluation.

S'il existe des techniques de valorisation couramment utilisées par les intervenants sur le marché pour évaluer les instruments, et s'il a été démontré que ces techniques produisent des estimations fiables des prix obtenus dans des transactions sur le marché réel, alors Sogessur peut utiliser ces techniques.

Un instrument financier est considéré comme coté sur un marché actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un secteur d'activité, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire et que ces prix représentent des transactions réelles et intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Le recours à des hypothèses internes relatives aux flux de trésorerie futurs et aux taux d'actualisation correctement ajustés des risques que prendrait en compte tout intervenant de marché est autorisé. Ces ajustements sont pratiqués de manière raisonnable et appropriée après examen des informations disponibles. Les hypothèses internes prennent en compte notamment le risque de contrepartie, le risque de non-performance, le risque de liquidité et le risque de modèle, le cas échéant.

L'appréciation du caractère inactif d'un marché s'appuie sur des indicateurs tels que la baisse significative du volume des transactions et du niveau d'activité sur le marché, la forte dispersion des prix disponibles dans le temps et entre les différents intervenants de marché mentionnés *supra* ou de l'ancienneté des dernières transactions observées sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Lorsque l'instrument financier est traité sur différents marchés et que Sogessur a un accès immédiat à ces marchés, la juste valeur

Les données à caractère observable doivent répondre aux caractéristiques suivantes : non propriétaires (données indépendantes), disponibles, diffusées publiquement, basées sur un consensus étroit et étayées par des prix de transactions.

À titre d'exemple, les données de consensus fournies par des contreparties externes sont considérées comme observables si le marché sous-jacent est liquide et que les prix fournis sont confirmés par des transactions réelles.

Les instruments financiers en juste valeur au bilan peuvent être classés selon une hiérarchie des justes valeurs qui reflète l'importance des données utilisées pour réaliser les évaluations. Cette hiérarchie des justes valeurs, similaire à celle prescrite par IFRS 13, se décompose en trois niveaux :

- **Niveau 1** : instruments valorisés par des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques. Il s'agit essentiellement d'actions, d'obligations d'États, d'OPCVM.
- **Niveau 2** : instruments valorisés à l'aide de données autres que les prix cotés visés au niveau 1 et qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des

prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix). Les prix publiés par une source externe, dérivés de l'évaluation d'instruments similaires, sont considérés comme des données dérivées de prix. Il s'agit essentiellement des instruments financiers cotés sur des marchés considérés comme insuffisamment actifs ainsi que ceux négociés sur des marchés de gré à gré.

- **Niveau 3** : instruments dont la détermination de la juste valeur est basée sur un modèle d'évaluation qui utilise des données qui ne sont pas observables sur un marché. Il s'agit essentiellement de parts de SCI, d'immeubles, de parts de fonds de *private equity*, d'actions non cotées, d'obligations valorisées à partir d'un modèle utilisant des données extrapolées, et de produits structurés non cotés sur un marché actif dont la rémunération est indexée soit sur des indices, soit sur des paniers d'actions, soit sur des taux.

Dans le référentiel Solvabilité 2, les niveaux 1 et 2 correspondent à la notion de « QMP » (*Quoted market price* – prix de l'actif sur un marché actif) et le niveau 3 correspond à la notion de « AVM » (*Alternative Valuation Method* – méthode de valorisation alternative).

DIFFÉRENCES MATÉRIELLES DE VALORISATION	S2	COMPTABLE
	868 M€	966 M€

- Le bilan économique est construit à partir des données comptabilisées dans le bilan des comptes sociaux, ce qui nécessite de remplacer la valeur au coût amorti net de dépréciation pour l'ensemble des actifs financiers (en application des dispositions des articles R. 343-9 et R. 343-10 du Code des assurances), par leur juste valeur.
- L'évaluation en juste valeur conduit à annuler les provisions pour dépréciation durable (actifs financiers relevant du R. 343-10) et les provisions pour risque de défaut avéré (actifs financiers relevant du R. 343-9),
- Par ailleurs, pour les actifs amortissables (R. 343-9), la mise en valeur économique conduit à :
 - annuler les surcotes et les décotes (car prises en compte dans la valeur de marché),
 - reclasser les intérêts courus.

Le tableau ci-après détaille les placements financiers de Sogessur selon la méthode utilisée pour leur valorisation dans le bilan économique :

(En Millions d'euros)	Méthode de valorisation S2*	Bilan S2	Bilan comptable	Différence
Obligations souveraines	QMP	392	453	-61
Obligations d'entreprise	QMP	347	383	-35
Actions non cotées	AVM	5	5	0
Fonds d'investissement	QMP	63	64	-2
	AVM	8	9	-0
Dépôts autres qu'équivalents de trésorerie	QMP	13	13	-
Total des placements financiers*		828	926	-98

*AVM : méthode de valorisation alternative. QMP : prix de l'actif sur un marché actif.

1.1.5 Part des réassureurs dans les provisions techniques

Les provisions techniques cédées sont déterminées à partir d'un *Best Estimate* calculé grâce à une approche statistique tenant compte de pertes probables en cas de défaut du réassureur.

La politique de réassurance concerne tous les contrats d'assurance dommages de Sogessur. Les traités de réassurance sont des traités en quote-part, et en excédent de sinistre et en *stop loss*. Les modalités de calcul sont précisées dans la section 2.1 détaillant les calculs techniques actuariels.

DIFFÉRENCES MATÉRIELLES DE VALORISATION	S2	COMPTABLE
	248 M€	315 M€

- Dans les comptes, la part des réassureurs dans les provisions techniques correspond aux engagements techniques cédés évalués selon les dispositions du Code des Assurances et règlement ANC, sans tenir compte d'une probabilité de défaut du réassureur. L'écart de -67 M€ observé sur ce poste entre le bilan Solvabilité 2 et le bilan statutaire résulte de la différence de méthode d'évaluation.

1.1.6 Créances d'assurance et intermédiaires et Créances de réassurance

En fonction de leur antériorité, les créances sont valorisées au coût amorti (antériorité inférieure à un an) ou par l'actualisation des flux de trésorerie futurs (antériorité supérieure à un an). Pour Sogessur, la part de créances à plus d'un an est non significative. Les créances d'assurances et intermédiaires et les créances de

réassurance sont donc valorisées au coût amorti, comme pour les comptes sociaux.

Les quittances non échues sont annulées car elles sont prises en compte dans les modèles de calcul des *Best Estimates*, présentés au passif du bilan Solvabilité 2.

DIFFÉRENCES MATÉRIELLES DE VALORISATION	S2	COMPTABLE
	401 M€	563 M€

- Dans le bilan statutaire, l'ensemble de ces postes est comptabilisé au coût amorti, net des éventuelles dépréciations de créances douteuses. La différence de 161 M€ entre le bilan Solvabilité 2 et le bilan statutaire correspond à l'annulation des quittances non échues hors taxe, qui sont projetées dans le *Best Estimate* du le bilan Solvabilité 2.

1.1.7 Autres créances

En fonction de leur antériorité, les autres créances sont valorisées au coût amorti (antériorité inférieure à un an) ou par l'actualisation des flux de trésorerie futurs (antériorité supérieure à un an). Pour Sogessur, la part de créances à plus d'un an est non significative. Les autres créances sont donc valorisées au coût amorti, comme pour les comptes sociaux.

1.1.9 Autres actifs

Le poste Autres actifs du bilan Solvabilité 2 correspond principalement aux charges constatées d'avance. Compte tenu des méthodes de valorisation retenues pour les comptes statutaires pour ces comptes, aucun retraitement n'est constaté pour les besoins d'établissement du bilan économique.

1.1.8 Trésorerie et équivalent de trésorerie

La trésorerie comprend les espèces disponibles. Les équivalents de trésorerie sont les liquidités disponibles sur des comptes bancaires à vue et sont valorisés à leur valeur nominale, comme pour les comptes sociaux.

2 - PROVISIONS TECHNIQUES

(En millions d'euros)	2022			Notes
	Valeur économique	Valeur comptable	Différence	
Provisions Techniques - Non Vie	892	1 482	-590	
Provisions techniques - Non Vie (Santé exclue)	843	1 482	-639	D.2.1.3
Provisions techniques - Santé (Assimilée Non Vie)	49	-	49	D.2.1.3
Provisions techniques vie (hors UC et indexés)	3	4	-1	
Provisions techniques vie (hors santé, UC et indexés)	-	-	-	D.2.1.1
Provisions techniques - Santé (Assimilée Vie)	3	4	-1	
Provisions techniques UC et indexés	-	-	-	
Autres provisions techniques	-	-	-	
Total Provisions techniques	894	1 486	-591	

Les provisions Solvabilité 2 sont calculées selon la nature des engagements d'assurance, classés par groupe homogène de risque et, au minimum, par ligne d'activité (ou « *Line of business* », dont la liste est définie dans le Règlement Délégué).

(En millions d'euros)	2022			Total
	Non Vie (Santé exclue)	Santé (Assimilée Non Vie)	Vie (hors Santé, UC et indexés)	
Best Estimate Brut	802	44	3	849
Best Estimate Cédé	242	3	3	248
Best Estimate Net	560	41	0	601
Marge pour risque	41	5	0	46
Total Provisions techniques S2 brutes	843	49	3	894
Total Provisions techniques S2 nettes	601	46	0	647

2.1 PRINCIPES, MÉTHODES ET PRINCIPALES HYPOTHÈSES UTILISÉES POUR L'ÉVALUATION DES PROVISIONS TECHNIQUES

2.1.1 Principes généraux d'évaluation des engagements techniques en Solvabilité 2

Pour établir le bilan économique, les provisions techniques déterminées pour les besoins des comptes sociaux (provisions mathématiques, provisions pour sinistres à payer, primes non acquises) sont annulées et remplacées par des provisions économiques.

Les provisions économiques sont calculées comme la somme de la meilleure estimation des flux futurs (ou « *Best Estimate* ») et d'une marge pour risque. Le *Best Estimate* correspond au montant probabilisé des flux futurs de trésorerie (entrants ou sortants) liés aux contrats existants actualisés à l'aide de la courbe des taux EIOPA auquel s'ajoute une « correction pour volatilité », permettant de réduire les effets d'une volatilité artificielle des *spreads* de taux.

La marge pour risque représente le coût du capital que devrait lever le cessionnaire pour couvrir son exigence de capital jusqu'à l'extinction des passifs.

2.1.2 Calcul des Best Estimates des rentes issues de la non vie (LoB Vie)

Pour l'ensemble des produits, les engagements qui correspondent à des rentes en cours de service rentrent dans le périmètre de la *Line of Business* « *Annuities stemming from non-life contracts* ». Le montant de l'engagement est réévalué en valeur économique. La projection des *cash-flows* s'effectue en utilisant les données individuelles de chaque rente (montant annuel de la rente, date de naissance du bénéficiaire). Les flux sont probabilisés en utilisant la table TD 88/90 et l'actualisation se fait avec la dernière courbe des taux EIOPA.

Par principe de proportionnalité, il n'a été affecté aucun frais aux trois rentes en cours de service.

2.1.3 Calcul des Best Estimates de l'activité Non Vie (LoB Non Vie Activité Dommage, et Santé Non Vie Activité Frais Médicaux)

Chacun des engagements a été attribué à une des LoB proposées en respectant le principe de priorité de la nature du risque sur la forme légale du contrat :

- la garantie responsabilité civile des produits Auto y.c. Flottes et deux roues est affectée à la LoB « *Motor vehicle liability insurance* », les autres garanties des produits Auto y compris flottes et deux roues sont affectées à la LoB « *Other motor insurance* » exception faite de la protection du conducteur qui, elle, est affectée à la LoB « *Income protection insurance* » et la garantie Assistance qui est rattachée à la LoB « Assistance » ;
- les produits MRH sont affectés à la LoB « *Fire and other damage to property insurance* », excepté pour la garantie responsabilité civile qui est affectée à la LoB « *General liability insurance* » ;
- les produits GAV/AAV sont attribués à la LoB « *Income protection insurance* » qui regroupe les garanties apportant une compensation financière en cas d'accident, hors assurance santé et hors assurance accident de travail ;
- les produits Protection Juridique sont attribués à la LoB « *Legal expenses* » ;
- le produit Pannes Mécaniques est attribué à la LoB « *Other motor insurance* » ;
- le produit Scolaire est affecté à la LoB « *General liability insurance* » ;
- le produit assurance des moyens de paiement est attribué à la LoB « *Miscellaneous financial loss* » ;
- le produit perte d'emploi est attribué à la LoB « *Miscellaneous financial loss* » ;
- le produit MRP est affecté à la LoB « *Fire and other damage to property insurance* », excepté pour les garanties responsabilité civile affectée à la LoB « *General liability insurance* » la garantie perte pécuniaire affectée à la LoB « *Miscellaneous financial loss* » ;
- le produit RDD est affecté à la LoB « *General liability insurance* » ;
- le produit affinitaires est affecté à la Line of Business « *Miscellaneous financial loss* » ;
- la garantie perte pécuniaire des assurances voyage est affectée à la *Line of Business* « *Miscellaneous financial loss* », La garantie responsabilité civile est affectée à la LoB « *General liability insurance* », La garantie Assistance est affectée à la LoB « Assistance » et la garantie Dommage corporel est affectée à la LoB « *Income protection insurance* » ;
- les produits assurance Ski sont affectés à la LoB « *Miscellaneous financial loss* » ;
- les produits GAP sont affectés à la LoB « *Other motor insurance* » ;
- la garantie responsabilité civile du produit assurance des animaux est affectée à la LoB « *General liability insurance* », la garantie défense Recours est affectée à la LoB « *Legal expenses* » alors que les autres garanties sont affectées à la LoB « *Miscellaneous financial loss* » ;

- la garantie protection du conducteur du produit Micro-mobilité est affectée à la LoB « *Income protection insurance* », la garantie défense Recours est affectée à la LoB « *Legal expenses* », la garantie responsabilité civile est affectée à la LoB « *Motor vehicle liability insurance* », les autres garanties sont affectées à la LoB « *Other motor insurance* » ;
- la garantie responsabilité civile du produit Sécurité informatique est affectée à la LoB « *General liability insurance* » et la garantie perte pécuniaire est affectée à la LoB « *Miscellaneous financial loss* » ;
- le produit garantie de la caution du loyer est affecté à la LoB « *Credit and suretyship insurance* ».
- le produit Responsabilité des professionnels est affecté à la LoB « *General liability insurance* » ;
- le produit Garantie lunettes est affecté à la LoB « *Miscellaneous financial loss* ».

Flux pour le Best Estimate de sinistres :

Le *Best Estimate* sinistres est composé de la projection des sinistres survenus et des frais liés à la gestion de ces sinistres.

Flux de sinistres :

La cadence de paiements (lissée si nécessaire) est appliquée à la charge ultime restant à payer au titre des sinistres survenus avant le 31 décembre 2022 à un niveau de détail plus fin que la LoB.

Les cadences de paiements sont calculées à partir des triangles de paiements nets de recours. Lorsque le triangle est insuffisamment développé, les méthodes de *tail-factor* sont utilisées pour obtenir la cadence complète. Le choix de la méthode de *tail-factor* est basé sur le critère R².

Flux de frais :

Les seuls frais rattachés au *Best Estimate* des sinistres à payer sont les frais de gestion de sinistres. Le montant de ces frais est calculé dans la Provision pour Frais de Gestion de Sinistre (PFGS). La PFGS est déterminée de deux façons :

- Pour les produits les plus matériels (MRH, Auto, GAV) le calcul est basé sur le nombre d'actes de gestion.
- Pour les autres produits, le calcul est basé sur le nombre de sinistres ouverts multiplié par le coût moyen unitaire de gestion d'un sinistre.

Flux pour le Best Estimate de primes :

Le *Best Estimate* de primes a été décomposé en deux parties nommées *Best Estimate* PPNA et *Best Estimate* primes futures.

Pour le *Best Estimate* PPNA, la cadence de paiements des sinistres déterminée ci-dessus (lissée si nécessaire) est appliquée au montant estimé de la charge ultime et ce pour les sinistres survenus après

le 31 décembre à un niveau de détail plus fin que la LoB. Cette charge ultime est le produit du S/P moyen observé ces dernières années et du montant des primes non acquises. Les quittances non échues sont également prises en compte dans ce *Best Estimate*.

Le *Best Estimate* primes futures prend en compte les contrats dont la date d'engagement du contrat est antérieure au 31 décembre 2022 et dont la date d'effet est postérieure au 31 décembre 2022. Comme pour le BE PPNA, la cadence de paiement est appliquée au montant estimé de la charge ultime pour les sinistres survenus après le 31 décembre. Cette charge ultime est le produit du S/P moyen observé ces dernières années et du montant des primes futures.

Flux de frais :

Les frais de gestion des sinistres futurs sont calculés comme un pourcentage des flux de sinistralité future. Pour les sinistres de première année, ce pourcentage correspond au ratio des frais de gestion de sinistres de première année sur la somme des règlements effectués en 2022 au titre de la survenance de la première année. Pour les années suivantes le ratio issu de la PFGS est utilisé, provision de sinistres sur PFGS 2022.

Le total des frais d'administration payés, des frais d'acquisition et des autres frais est supposé proportionnel aux primes acquises. Le ratio de ces frais payés en 2022 rapportés aux primes acquises est appliqué aux primes futures pour obtenir les frais rattachés à ces primes. Les frais sont ensuite ventilés par LoB au prorata des primes futures.

Hypothèses de taux de résiliation :

Le taux de résiliation constaté en 2022 est intégré dans le calcul du *Best Estimate* primes pour les produits Auto, MRH, GAV, Protection Juridique, Camping Caravane Remorque, Assurance Moyen De Paiements, Assurance perte d'emploi et Scolaire, Multirisques des professionnels, Panne mécanique et les produits GAP.

Calcul des BE Bruts :

Le *Best Estimate* primes et le *Best Estimate* sinistres sont obtenus en actualisant l'ensemble des flux à l'aide de la courbe des taux définie en 2.1.1.

2.1.4 Calcul de la marge de risque (Calculs assurance-vie épargne et prévoyance)

Le calcul de la marge de risque correspond à la méthode de simplification classée au niveau 1 des « orientations sur la valorisation des provisions techniques » (EIOPA-BoS-14/166 FR).

2.1.5 Niveau d'incertitude associée à la valeur des provisions techniques

La valeur des provisions techniques est établie à partir de projections de flux de trésorerie futurs sur un horizon de temps cohérent avec la durée des contrats. Ces projections s'appuient

sur des modèles et des hypothèses établis à partir des données et des statistiques les plus récentes disponibles sur l'ensemble du portefeuille. Elles visent à refléter au mieux le comportement des assurés mais comportent par nature une part d'incertitude.

Pour certains produits récemment commercialisés, l'historique des données n'est pas toujours suffisant pour déterminer leurs propres paramètres techniques. Les paramètres de produits aux caractéristiques similaires sont alors utilisés pour le calcul des *Best Estimates*.

2.1.6 Description des provisions techniques cédées

Les modèles de valorisation et les hypothèses de calcul du *Best Estimate* des provisions techniques cédées sont identiques à ceux appliqués aux provisions techniques brutes de réassurance, à la différence près du risque de défaut du réassureur pris en compte dans les provisions techniques cédées.

Best Estimate de sinistres cédés :

Les sinistres cédés sont projetés suivant les cadences de règlement présentées en 2.1.3.

Best Estimate de primes cédées :

Pour le *Best Estimate* primes cédées, deux méthodologies ont été appliquées suivant la nature du traité.

Pour les traités en quote-part, le taux de cession a été appliqué aux sinistres à payer et aux primes.

Pour les traités en excédent de sinistre (XS), le *Best Estimate* primes cédées tient compte de la prime cédée et de la sinistralité attendue modélisée lors du renouvellement annuel.

Calcul des BE cédés :

Le *Best Estimate* de primes cédées et le *Best Estimate* de sinistres cédés sont obtenus en actualisant l'ensemble des flux et en prenant en compte la probabilité de défaut de chaque réassureur telle que précisée dans le Règlement Délégué (la probabilité de défaut est fonction de la notation du réassureur).

2.1.7 Impacts des mesures transitoires branches longues retenues par Sogessur

Parmi les mesures transitoires autorisées par la Directive Solvabilité 2, Sogessur applique la correction pour volatilité (« *Volatility adjustment* » - VA). L'objectif de cette mesure est de réduire les effets d'une volatilité artificielle des *spreads* de taux pour le calcul de la meilleure estimation des engagements. Le calcul est basé sur l'écart de taux (*spread*) par devise, constaté entre le taux de rendement des actifs inclus dans un portefeuille de référence, et le taux sans risque.

Le tableau ci-après présente les impacts de l'utilisation de la correction pour volatilité sur les provisions techniques, les fonds propres et les exigences de fonds propres :

(En millions d'euros)	Avec prise en compte du VA	Sans prise en compte du VA
Provisions techniques Solvabilité 2	894	899
Fonds propres disponibles	310	307
Fonds propres éligibles*	301	298
SCR	251	251
MCR	113	113

* En couverture du SCR.

3 - AUTRES PASSIFS

(En millions d'euros)	2022			Notes
	Valeur économique	Valeur comptable	Différence	
Passifs éventuels	-	-	-	D.3.1.1
Provisions autres que les provisions techniques	1	1	-	D.3.1.2
Dépôt des réassureurs	18	18	-	D.3.1.3
Impôts Différés - Passif	-	-	-	D.3.1.4
Dettes auprès des assureurs et intermédiaires	249	278	-28	D.3.1.5
Dettes auprès des réassureurs	16	26	-9	D.3.1.5
Autres dettes (non-assurance)	40	40	-	D.3.1.6
Dettes subordonnées	163	188	-25	D.3.1.7
Total Autres Passifs	488	551	-63	

3.1 PRINCIPES, MÉTHODES ET PRINCIPALES HYPOTHÈSES UTILISÉES POUR L'ÉVALUATION DES AUTRES PASSIFS

Cette section présente, pour chaque poste des autres passifs, les principes, méthodes et principales hypothèses utilisés pour déterminer leur valeur économique dans le bilan Solvabilité 2. Les différences de valorisation ont pour contrepartie la réserve de réconciliation dans les fonds propres S2. Lorsqu'elles sont matérielles, les différences entre les valeurs retenues dans le bilan prudentiel et dans le bilan comptable sont commentées.

3.1.1 Passifs éventuels

Les passifs éventuels (Solvabilité 2 retient la définition explicitée par IAS 37) significatifs doivent être comptabilisés au bilan Solvabilité 2 sur la base des flux financiers futurs probables actualisés au taux sans risque nécessaires à leur extinction.

Sogessur n'a pas de passif éventuel, par conséquent aucun ajustement n'est constaté au bilan Solvabilité 2.

3.1.2 Provisions autres que les provisions techniques

Ce poste comprend les provisions pour risques et charges qui correspondent à des passifs dont l'échéance ou le montant est incertain et pour lesquels la probabilité de sortie de ressource pour les éteindre est supérieure à 50%.

Elles sont évaluées à leur valeur économique, sur la base des flux financiers futurs probables actualisés au taux sans risque ajustés du risque spécifique à la provision.

Compte tenu des méthodes de valorisation retenues pour les comptes statutaires, aucun retraitement n'est constaté pour les besoins d'établissement du bilan économique.

3.1.3 Dépôts des réassureurs

Les dépôts en espèces reçus des réassureurs sont reconnus dans le bilan économique à leur valeur nominale, comme dans le bilan comptable.

3.1.4 Impôts différés passifs

Sogessur est en situation d'impôts différés actifs dans son bilan économique établi au 31 décembre 2022 (cf. D.1.1.2).

3.1.5 Dettes auprès des assureurs et des intermédiaires, Dettes auprès des réassureurs

En fonction de leur antériorité, les dettes auprès des assureurs et des intermédiaires, et les dettes auprès des réassureurs valorisées

au coût amorti dans les comptes statutaires, sont valorisées dans le bilan Solvabilité 2 au coût amorti (antériorité inférieure à un an) ou par l'actualisation des flux de trésorerie futurs (antériorité supérieure à un an). Le montant des dettes à plus d'un an étant non significatif, elles sont donc valorisées au coût amorti. Les quittances cédées sont annulées pour les besoins prudentiels car projetées dans les calculs de *Best Estimates* cédés.

DIFFÉRENCES MATÉRIELLES DE VALORISATION

	S2	STATUTAIRE
	265 M€	303 M€

- Les dettes auprès des assureurs et des intermédiaires sont valorisées au coût amorti dans le bilan statutaire. La différence de - 28 M€ entre le bilan Solvabilité 2 et le bilan comptable correspond à l'annulation des commissions sur quittances non échues, qui sont projetées dans le *Best Estimate* du bilan Solvabilité 2.
- Les dettes auprès des réassureurs sont valorisées au coût amorti dans le bilan statutaire. La différence de -9 M€ entre le bilan Solvabilité 2 et le bilan comptable correspond à l'annulation des quittances cédées, qui sont projetées dans le *Best Estimate* du bilan Solvabilité 2.

3.1.6 Autres dettes

En fonction de leur antériorité, les autres dettes sont valorisées au coût amorti (antériorité inférieure à un an) ou par l'actualisation des flux de trésorerie futurs (antériorité supérieure à un an). Pour Sogessur, la part de dettes à plus d'un an est non significative. Les autres dettes sont donc valorisées au coût amorti, comme pour les états financiers.

3.1.7 Dettes subordonnées

Les emprunts subordonnés sont valorisés au bilan Solvabilité 2 en juste valeur avec prise en compte du taux sans risque courant à la date d'arrêt et du *spread* à la date d'émission. Ils sont inclus dans les fonds propres de base. Leur valorisation comprend la dette d'intérêts courus.

Le tableau suivant détaille les emprunts subordonnés émis par Sogessur et leur affectation dans les différents niveaux de fonds propres S2, en application des mesures transitoires pour les émissions concernées.

(En millions d'euros)	Prêteur	Durée	Mesure transitoire	Tiering	Montant à l'émission	Valorisation S2
24/06/2003	Société Générale	∞	Oui	Niveau 1	2,3	2,3
25/06/2003	Tiers externe	∞	Oui	Niveau 1	1,3	1,3
15/04/2004	Tiers externe	∞	Oui	Niveau 1	1,5	1,5
28/05/2004	Société Générale	∞	Oui	Niveau 1	2,8	2,8
30/06/2010	Société Générale	∞	Oui	Niveau 1	3,0	3,1
22/12/2010	Société Générale	∞	Oui	Niveau 1	1,8	1,8
23/12/2013	Sogécap	∞	Oui	Niveau 1	1,7	1,8
30/06/2014	Sogécap	15 ans	Oui	Niveau 2	3,2	3,0
30/06/2014	Sogécap	∞	Oui	Niveau 1	3,3	3,5
13/12/2019	Sogécap	10 ans	Non	Niveau 2	34,6	26,1
30/06/2020	Sogécap	10 ans	Non	Niveau 2	50,0	39,6
30/06/2021	Sogécap	10 ans	Non	Niveau 2	24,0	21,3
15/12/2021	Sogécap	∞	Non	Niveau 1	8,0	7,2
30/06/2022	Sogécap	∞		Niveau 1	6,0	7,3
30/06/2022	Sogécap	10 ans		Niveau 2	6,0	6,2
15/12/2022	Sogécap	10 ans		Niveau 2	37,0	34,2
Total					186,5	163,0

Afin d'accompagner sa croissance et renforcer durablement ses fonds propres, Sogessur a procédé au cours de l'exercice 2022 à l'émission de trois emprunts subordonnés :

- deux emprunts subordonnés de niveaux 1 restreint et de niveau 2, émis en juin 2022, pour un montant nominal de 6 M€ chacun, intégralement souscrits par Sogécap ;
- un emprunt subordonné de niveau 2, émis en décembre 2022 pour un montant nominal de 37 M€, intégralement souscrit par Sogécap.

4 - MÉTHODES DE VALORISATION ALTERNATIVES

Les méthodes de valorisation ont été décrites dans les sections D.1 à D.3 précédentes. Conformément aux principes décrits en section D.1.1.4, Sogessur évalue les instruments financiers à des fins de solvabilité en s'appuyant sur la hiérarchie de juste valeur d'IFRS 13.

Les instruments financiers pour lesquels Sogessur a recours à des méthodes de valorisation alternatives représentent 1 % du total des actifs financiers de la société à fin décembre 2022.

5 - AUTRES INFORMATIONS

Toutes les informations importantes relatives à la valorisation du bilan économique ont été présentées dans les paragraphes précédents.

E – GESTION DU CAPITAL

1 – FONDS PROPRES

Sous Solvabilité 2, les fonds propres sont égaux à la différence entre les actifs et les passifs du bilan valorisés selon les principes Solvabilité 2, augmentée des emprunts subordonnés et diminuée des fonds propres relatifs aux fonds cantonnés qui excèdent le SCR notionnel du canton et des dividendes prévisionnels.

Ils sont classés en trois catégories (« Tier »). Ce classement se fait en fonction de leur qualité évaluée au regard de leur disponibilité pour absorber les pertes, de leur degré de subordination et de leur durée ou permanence, le Tier 1 correspondant à la meilleure qualité.

Par ailleurs des limites quantitatives sont imposées pour déterminer le montant des fonds propres éligibles en couverture des exigences en capital (respectivement le SCR – capital de solvabilité requis – et le MCR – minimum de capital requis).

1.1 POLITIQUE DE GESTION DES FONDS PROPRES

L'ensemble des processus et politiques décrits dans la deuxième partie de ce rapport concourt à gérer les risques susceptibles d'impacter de manière significative la solvabilité de Sogessur eu égard à son profil de risque. En particulier, l'ORSA mis en place par Sogessur permet d'appréhender sur l'horizon stratégique de la société l'impact des orientations stratégiques sur sa solvabilité et l'évolution de sa solvabilité en fonction de l'évolution des marchés financiers ainsi que de paramètres intrinsèques ou extrinsèques.

Sogessur planifie ses activités à l'horizon de trois ans et peut ainsi anticiper ses besoins de fonds propres en lien avec ses ambitions de développement. La société met à jour annuellement ses prévisions.

1.2 STRUCTURE ET MONTANTS DES FONDS PROPRES DISPONIBLES

Les fonds propres S2 disponibles s'élèvent à 310 M€ à fin 2022. Le tableau ci-dessous détaille la structure des fonds propres par nature et par Tier pour les deux dernières années :

(En millions d'euros)	2022				
	Total	Tier 1	Tier 1 restreint	Tier 2	Tier 3
Capital en actions ordinaires	34	34	-	-	-
Primes d'émission liées au capital en actions ordinaires	34	34	-	-	-
Réserve de réconciliation	75	75	-	-	-
Passifs subordonnés	163	-	33	130	-
Impôts différés actifs	4	-	-	-	4
Fonds propres S2 disponibles	310	143	33	130	4

(En millions d'euros)	2021				
	Total	Tier 1	Tier 1 restreint	Tier 2	Tier 3
Capital en actions ordinaires	34	34	-	-	-
Primes d'émission liées au capital en actions ordinaires	34	34	-	-	-
Réserve de réconciliation	79	79	-	-	-
Passifs subordonnés	145	-	28	117	-
Impôts différés actifs	3	-	-	-	3
Fonds propres S2 disponibles	295	147	28	117	3

Les éléments de fonds propres disponibles S2 de Sogessur à fin 2022 répondent aux critères de classification Tier 1, Tier 2 et Tier 3, comme à fin 2021.

Capital social

Le capital social, entièrement appelé s'élève à 68 M€ à fin 2022. Le capital social et les primes d'émission associées, par leurs caractéristiques, sont naturellement classés en Tier 1.

Réserve de réconciliation

La réserve de réconciliation représente 75 M€ à fin 2022 contre 79 M€ à fin 2021. Les éléments qui la composent répondent aux critères de classification en Tier 1 non restreint.

Il s'agit :

- Des réserves statutaires, nettes de dividende à verser à l'actionnaire, représentant un montant de 72 M€ à fin 2022. Ces réserves correspondent au report à nouveau, au résultat non distribuable de l'exercice et aux autres réserves légales. À fin 2022, compte de la décision de rétention du résultat net de l'exercice de 7 M€, celui-ci est intégralement reconnu dans les fonds propres disponibles.
- Des marges futures mises en évidence par le passage en valeur économique des actifs et passifs, nets d'impôts différés. Celles-ci représentent 3 M€ au 31 décembre 2022 contre 14 M€ au 31 décembre 2021.

Le tableau présenté en section 1.3 suivante fournit une vision détaillée des composantes la réserve de réconciliation.

Emprunts subordonnés

Les emprunts subordonnés, présentés de manière détaillée en section D.3.1.7, s'élèvent à 163 M€ à fin 2022, contre 145 M€ à fin 2021. Ils sont classés en Tier 1 restreint ou en Tier 2, en fonction de leurs caractéristiques :

- 33 M€ répondent aux critères de classification en Tier 1 restreint. Il s'agit :
 - de l'ensemble des dettes à durée indéterminée (18 M€) bénéficiant de la mesure transitoire en matière de classification des fonds propres S2 pendant 10 ans (« clause de grand-père ») autorisant la classification en Tier 1 restreint, leur émission étant intervenue avant le 19 janvier 2015 (date de publication des Actes Délégués). Si elles étaient conservées à l'issue de la période transitoire, ces dettes subordonnées seraient reclassées en fonds propres de niveau 2, car elles n'intègrent pas de mécanisme d'absorption des pertes sur le principal tel que défini par l'article 71 du Règlement Délégué 2015/35 ;
 - des deux emprunts subordonnés à durée indéterminée émis respectivement le 15 décembre 2021 et le 30 juin 2022, valorisés 14 M€ à fin 2022. Ces emprunts, souscrits intégralement par Sogécap, intègrent un mécanisme d'absorption des pertes sur le principal en cas de non-respect de l'exigence de capital de solvabilité requis, conformément aux dispositions de l'article 71 du Règlement Délégué 2015/35 ;

- 131 M€ répondent aux critères de classification en Tier 2 : il s'agit de l'emprunt subordonné à durée déterminée bénéficiant de la mesure transitoire fonds propres (4 M€) et des emprunts subordonnés à durée déterminée émis entre 2019 et 2022 (127 M€) dont les caractéristiques répondent aux exigences de l'article 73 du Règlement Délégué 2015/35.

Impôts différés actifs

Les impôts différés actifs nets enregistrés dans le bilan prudentiel représentent 4 M€ à fin 2022. Ils présentent les caractéristiques d'une classification en Tier 3 au regard des modalités d'évaluation décrites de manière détaillée en section D.1.1.2.

1.3 RÉCONCILIATION DES FONDS PROPRES DES ÉTATS FINANCIERS AVEC L'EXCÉDENT DES ACTIFS PAR RAPPORT AUX PASSIFS ÉVALUÉS SELON LES PRINCIPES SOLVABILITÉ 2

Dans le bilan économique, l'excédent des actifs sur les passifs (présenté dans la partie D – Valorisation à des fins de solvabilité) s'élève à 147 M€ au 31 décembre 2022.

Le tableau ci-après présente une réconciliation entre les capitaux propres statutaires de Sogessur, l'excédent des actifs sur les passifs Solvabilité 2 et les fonds propres S2 disponibles à fin 2022 et à fin 2021 :

(En millions d'euros)	2022	2021
Capital social et primes d'émission	68	68
Autres réserves, report à nouveau et résultat de l'année ⁽¹⁾	72	79
Capitaux propres comptables	140	147
Mise en juste valeur des actifs et passifs financiers ⁽¹⁾	-73	5
Mise en valeur économique des passifs techniques ⁽¹⁾	401	288
Annulation des actifs incorporels et frais d'acquisition reportés ⁽¹⁾	-318	-272
Impact d'impôts différés nets ⁽¹⁾	-2	-5
Excédent des actifs sur les passifs	147	163
Emprunts subordonnés	163	145
Dividendes à verser	-	-14
Fonds propres S2 disponibles	310	295

(1) Éléments constitutifs de la réserve de réconciliation.

La réserve de réconciliation est obtenue en déduisant de l'excédent des actifs sur les passifs du bilan économique, le dividende prévisionnel à verser à l'issue de l'exercice écoulé et les autres éléments de fonds propres de base (capital social, primes d'émission et impôts différés actifs du bilan S2 relevant du Tier 3).

Le tableau suivant présente la décomposition de la réserve de réconciliation :

(En millions d'euros)	2022	2021
Excédent des actifs sur les passifs	147	163
Actions propres	-	-
Dividendes, distributions et charges prévisibles	-	-14
Autres éléments de fonds propres de base	-72	-71
Ajustement pour les éléments de fonds propres restreints	-	-
Réserve de réconciliation	75	79

1.5 FONDS PROPRES ÉLIGIBLES À LA COUVERTURE DES EXIGENCES DE CAPITAL

1.5.1 Seuils applicables aux fonds propres disponibles par Tier

Le montant des fonds propres éligibles est obtenu après application aux fonds propres disponibles des règles de limitation par Tier. Le tableau ci-après présente une synthèse des seuils applicables par tier pour couvrir le MCR et le SCR :

	ÉLÉMENTS DE FONDS PROPRES	COUVERTURE DU MCR	COUVERTURE DU SCR
Tier 1	<ul style="list-style-type: none"> Capital social Primes d'émission de capital social Réserve de réconciliation 	> 80 %	> 50 %
Tier 1 restreint	<ul style="list-style-type: none"> Emprunts subordonnés à durée indéterminée (transitoire ou hors transitoire) 	Max. 20 % du total Tier 1	Max. 20 % du total Tier 1
Tier 2	<ul style="list-style-type: none"> Emprunts subordonnés à durée déterminée et indéterminée (hors transitoire) Emprunts subordonnés à durée déterminée (transitoire) 	< 20 %	< 50 % T2 + T3 < 50 %
Tier 3	<ul style="list-style-type: none"> Impôts différés actifs nets 	Non éligible	≤ 15 %

1.4 ÉLÉMENTS DÉDUITS DES FONDS PROPRES

L'article 70 du Règlement Délégué 2015/35 requiert de diminuer la réserve de réconciliation de divers éléments affectant la disponibilité et la transférabilité des fonds propres au sein de la société. Dans le cas de Sogessur, les éléments déduits des fonds propres correspondent à la distribution de dividendes.

À fin 2022, aucun dividende prévisionnel n'est déduit des fonds propres. La rétention du résultat net de 7 M€ vise à renforcer les fonds propres et soutenir le développement de l'activité.

À fin 2021, un dividende de 14 M€ correspondant au résultat net de l'exercice avait été déduit des fonds propres disponibles de Sogessur.

1.5.2 Fonds propres éligibles à la couverture du SCR

À fin 2022, les fonds propres S2 disponibles sont partiellement éligibles à la couverture du SCR. Après application des règles de limitation par tier, 9 M€ de fonds propres correspondant aux IDA du bilan (Tier 3 pour 4 M€) et à des emprunts subordonnés (Tier 2 pour 5 M€) sont exclus du calcul du ratio. À fin décembre 2021, les fonds propres disponibles de Sogessur étaient partiellement éligibles à la couverture du SCR, 3 M€ de fonds propres étaient exclus du calcul du ratio.

(En millions d'euros)	2022				
	Total	Tier 1	Tier 1 restreint	Tier 2	Tier 3
Capital en actions ordinaires	34	34	-	-	-
Primes d'émission liées au capital en actions ordinaires	34	34	-	-	-
Réserve de réconciliation	75	75	-	-	-
Passifs subordonnés	163	-	33	130	-
Impôts différés actifs	-	-	-	-	-
Fonds propres S2 éligibles/SCR	301	143	33	126	-

(En millions d'euros)	2021				
	Total	Tier 1	Tier 1 restreint	Tier 2	Tier 3
Capital en actions ordinaires	34	34	-	-	-
Primes d'émission liée au capital en actions ordinaires	34	34	-	-	-
Réserve de réconciliation	79	79	-	-	-
Passifs subordonnés	145	-	28	117	-
Impôts différés actifs	-	-	-	-	-
Fonds propres S2 éligibles/SCR	292	147	28	117	-

1.5.3 Fonds propres éligibles à la couverture du MCR

Les tableaux ci-après détaillent l'impact de l'application sur les fonds propres disponibles des règles de limitation par Tier pour la couverture du MCR, à fin 2022 et à fin 2021.

(En millions d'euros)	2022				
	Total	Tier 1	Tier 1 restreint	Tier 2	Tier 3
Capital en actions ordinaires	34	34	-	-	-
Compte de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires	34	34	-	-	-
Réserve de réconciliation	75	75	-	-	-
Passifs subordonnés	55	-	33	23	-
Fonds propres S2 éligibles/MCR	198	143	33	23	-

(En millions d'euros)	2021				
	Total	Tier 1	Tier 1 restreint	Tier 2	Tier 3
Capital en actions ordinaires	34	34	-	-	-
Compte de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires	34	34	-	-	-
Réserve de réconciliation	79	79	-	-	-
Passifs subordonnés	49	-	28	21	-
Fonds propres S2 éligibles/MCR	196	147	28	21	-

L'application des règles de limitation conduit à considérer la part de fonds propres Tier 2 excédant 20 % du MCR comme non éligibles à la couverture du MCR. En 2022, la part de fonds propres Tier 2 (emprunts subordonnés à durée déterminée) non éligibles est de 108 M€. En 2021, les fonds propres non éligibles à la couverture du MCR représentaient 96 M€.

2 – CAPITAL DE SOLVABILITÉ REQUIS ET MINIMUM DE CAPITAL REQUIS

2.1 EXIGENCES DE CAPITAL ET RATIO DE COUVERTURE

Les tableaux suivants présentent pour 2022 et 2021 le capital de solvabilité requis (SCR) et le minimum de capital requis (MCR) et leurs ratios de couverture respectifs par les fonds propres S2 éligibles :

Ratio de couverture du Capital de Solvabilité Requis

(En millions d'euros)	2022	2021
Fonds propres S2 éligibles à la couverture du SCR	301	292
Capital de Solvabilité Requis	251	233
Ratio de couverture du Capital de Solvabilité Requis	120 %	125 %

Déterminé à partir du bilan Solvabilité 2 au 31 décembre 2022, le SCR de Sogessur s'établit à 251 M€ à cette date, en hausse de 18 M€ par rapport au 31 décembre 2021. Le ratio de couverture du SCR par les fonds propres S2 éligibles atteint 120 %, en baisse de 5 points par rapport à fin 2021.

Ratio de couverture du Minimum de Capital Requis

(En millions d'euros)	2022	2021
Fonds propres S2 éligibles à la couverture du MCR	198	196
Minimum de Capital Requis	113	105
Ratio de couverture du Minimum de Capital Requis	176 %	187 %

Le MCR s'élève à 113 M€ au 31 décembre 2022, en hausse de 8 M€ par rapport au 31 décembre 2021. Le ratio de couverture du MCR par les fonds propres S2 éligibles atteint 176 %, en recul de 11 points par rapport à l'année précédente. Le ratio MCR (combiné) rapporté au SCR est de 45 % en 2022, comme en 2021.

2.2 DESCRIPTION DES PRINCIPES DE CALCUL DES EXIGENCES DE CAPITAL

2.2.1 Cadre général

Sous Solvabilité 2, le SCR représente l'exigence de capital requis. Il correspond au montant des fonds propres à détenir pour limiter la probabilité de ruine à un an à 0,5 %. Le SCR est basé sur le profil de risque de la compagnie et est calculé à partir de la formule standard calibrée uniformément sur le marché européen. Il est calculé selon une approche modulaire qui consiste à soumettre le bilan économique à la survenance de risques portés par les éléments qui le composent et d'en mesurer l'effet sur les fonds propres. Pour tenir compte de la probabilité faible de réalisation simultanée de tous ces risques, la formule standard introduit des corrélations entre ces facteurs de risque et permet ainsi de constater des bénéfices de diversification.

Le modèle standard décompose les principaux risques répartis en modules :

- le risque de marché, représentant les risques impactant la valeur de marché des instruments financiers (actions, taux d'intérêts, risque de crédit, prix de l'immobilier, taux de change, etc.) ;
- les risques de souscription, provenant de l'incertitude liée à la mesure des engagements pris par l'assureur en vie, en santé et en non-vie ;
- le risque de contrepartie, lié au défaut potentiel des contreparties (réassurance notamment).

Les charges en capital correspondantes sont ensuite agrégées au moyen de matrices de corrélations fournies par le Règlement Délégué pour aboutir à une exigence en capital de base (BSCR). Un montant destiné à couvrir le risque opérationnel est ajouté à ce BSCR.

Le BSCR est atténué par deux effets qui permettent d'obtenir le SCR final : d'une part, la prise en compte de la capacité de la compagnie à transférer une partie de sa perte aux assurés via une moindre participation aux bénéfices que celle estimée avant les chocs (capacité d'absorption par la provision pour participation aux bénéfices) et d'autre part, l'imputation de la perte au résultat fiscal qui conduira à payer moins d'impôts dans le futur que ceux qui avaient été comptabilisés au bilan Solvabilité 2 (capacité d'absorption par les impôts différés notionnels).

2.2.2 Méthodes et options retenues pour le calcul du SCR

Sogessur utilise la formule standard pour calculer son exigence en capital requis et estime que celle-ci est adaptée à son profil de risque. Sogessur utilise spécifiquement les méthodes et options présentées dans le tableau suivant et permises par la réglementation.

VOLATILITY ADJUSTMENT	Le <i>volatility adjustment</i> est appliqué à la courbe des taux. Au 31/12/2022, il est donné par l'EIOPA, son niveau est de +0,19 % (différence entre la courbe sans prime et la courbe avec prime), contre +0.03 % à fin 2021.
CREDIT RISK ADJUSTMENT	Le <i>Credit Risk Adjustment</i> est appliqué à la courbe des taux. Au 31/12/2022, il est donné par l'EIOPA, son niveau est de -0,10 %, comme à fin 2021.
IMPÔTS DIFFÉRÉS NOTIONNELS	L'impôt différé notionnel est déterminé selon la méthode simplifiée. En l'absence d'écart substantiel sur les éléments du bilan économique, le taux d'IS courant de 25,83 % est retenu. Ce taux est appliqué à la perte instantanée (SCR total net d'absorption par les provisions techniques). Le montant de cet impôt différé notionnel est obtenu en application de la convention d'intégration fiscale entre Sogessur et la Société Générale qui prévoit que la Société Générale réalise un versement à Sogessur à hauteur de l'économie fiscale transférée de Sogessur à la Société Générale.

2.2.3 Principes généraux de calcul du MCR

Le calcul du MCR est réalisé en appliquant la formule de calcul standard précisée par le Règlement Délégué. Le MCR de la compagnie correspond au montant le plus élevé entre le MCR combiné et le seuil plancher absolu de MCR fixé à 4 M€. Compte tenu du profil de Sogessur, le MCR combiné est retenu.

Le MCR combiné est déterminé à partir d'un calcul de MCR linéaire vie et non-vie. Le montant de MCR retenu ne peut toutefois être inférieur à 25 % du SCR, ni supérieur à 45 % du SCR.

Le calcul du MCR linéaire est composé du MCR linéaire Non-vie et du MCR linéaire Vie :

- Le MCR linéaire non-vie est obtenu en appliquant des facteurs (calibrés par l'EIOPA) aux *Best Estimates* nets de réassurance, par ligne d'activité, ainsi qu'aux primes émises dans le respect des règles relatives aux frontières des contrats.

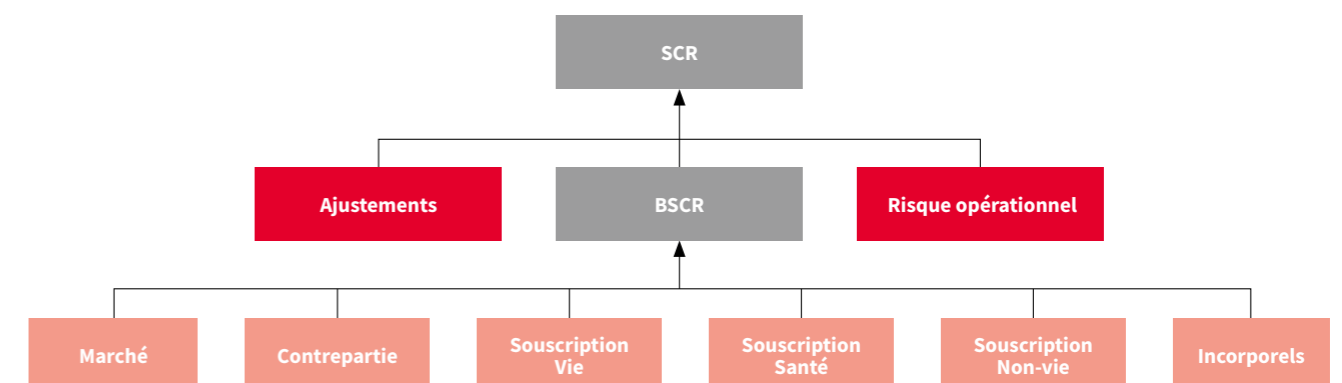
- Le MCR linéaire vie est obtenu en appliquant des facteurs (calibrés par l'EIOPA) aux *Best Estimates* net de réassurance par ligne d'activité ainsi qu'aux capitaux sous-risque toutes lignes d'activité confondues.

2.3 CAPITAL DE SOLVABILITÉ REQUIS PAR MODULES DE RISQUE

Cette section présente la décomposition du SCR de Sogessur par modules de risques de la formule standard ainsi que les contributions des provisions pour participation aux bénéfices et des impôts différés dans l'absorption des pertes.

Cette décomposition met en évidence les principaux risques auxquels Sogessur est exposée dans le cadre de son activité, à savoir le risque de marché, et dans une moindre mesure le risque de souscription Vie. Ces risques ont été décrits de manière détaillée dans la partie Profil de risques du présent rapport.

Le schéma ci-dessous décrit la structure de calcul du SCR et les grands modules de risque pris en compte dans la formule standard. Dans le cas de Sogessur, le module de risque incorporels n'est pas applicable.



Le tableau suivant présente la décomposition du SCR de Sogessur par module de risque au 31 décembre 2022 et au 31 décembre 2021 :

(En millions d'euros)	2022	2021
Capital de Solvabilité Requis brut		
Risque de marché	46	38
Risque de contrepartie	8	9
Risque de souscription vie	0	0
Risque de souscription santé	41	39
Risque de souscription non-vie	289	270
Diversification	-71	-65
Capital de Solvabilité Requis de base	313	290
Risque opérationnel	26	24
Capacité d'absorption des pertes par les impôts différés	-87	-81
Capital de Solvabilité Requis	251	233

Le SCR de Sogessur calculé au 31 décembre 2022 s'établit à 251 M€, en hausse de 18 M€ par rapport au SCR calculé au 31 décembre 2021. Compte tenu de la prédominance de l'activité non-vie dans le profil de risque de Sogessur le SCR de souscription non-vie constitue la principale source de besoin en capital. Sogessur a maintenu une bonne dynamique de croissance de son chiffre d'affaires en

2022 et entend poursuivre ses ambitions de développement sur les prochaines années. Cela se traduit par une augmentation du SCR de souscription non-vie en application des principes de la formule standard de Solvabilité 2. Par ailleurs, la hausse significative des taux d'intérêt par rapport à fin 2021 a contribué à l'augmentation du SCR de marché.

2.4 MINIMUM DE CAPITAL REQUIS

Le tableau ci-dessous détaille les montants du MCR de Sogessur à fin 2022 et à fin 2021 calculés en appliquant la formule du MCR combiné :

- Le MCR linéaire résultant des engagements vie et non-vie ressort à 123 M€ à fin 2022 contre un montant de 116 M€ à fin 2021.
- Compte tenu du plafonnement du MCR à 45 % du SCR, le MCR retenu correspond à ce plafond et représente 113 M€ à fin 2022 contre 105 M€ à fin 2021.

(En millions d'euros)	2022	2021
Minimum de Capital Requis Linéaire	123	116
MCR linéaire Vie	0	0
MCR linéaire non-Vie	123	116
Plancher de 25 % du SCR	63	58
Plafond de 45 % du SCR	113	105
Minimum de Capital Requis	113	105

3 - UTILISATION DU SOUS MODULE « RISQUE SUR ACTIONS » FONDÉ SUR LA DURÉE DANS LE CALCUL DU CAPITAL DE SOLVABILITÉ REQUIS

Le sous-module « risque sur actions » n'est pas utilisé par Sogessur.

4 - DIFFÉRENCES ENTRE LA FORMULE STANDARD ET TOUT MODÈLE INTERNE UTILISÉ

Non applicable car Sogessur utilise la formule standard.

5 - NON RESPECT DU MINIMUM DE CAPITAL REQUIS ET NON RESPECT DU CAPITAL DE SOLVABILITÉ REQUIS

Non applicable car Sogessur respecte les exigences en capital.

6 - AUTRES INFORMATIONS

Toutes les informations importantes relatives à la gestion du capital ont été présentées dans les paragraphes précédents.

ÉTATS QUANTITATIFS ANNUELS

1. ÉTAT S.02.01.02 - BILAN SOLVABILITÉ 2

Actifs	Valeur Solvabilité II	
		C0010
Goodwill	R0010	
Frais d'acquisition différés	R0020	
Immobilisations incorporelles	R0030	-
Actifs d'impôts différés	R0040	3 551 351
Excédent du régime de retraite	R0050	-
Immobilisations corporelles détenues pour usage propre	R0060	14 698
Investissements (autres qu'actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés)	R0070	828 268 032
Biens immobiliers (autres que détenus pour usage propre)	R0080	-
Détenions dans des entreprises liées, y compris participations	R0090	-
Actions	R0100	4 755 850
Actions – cotées	R0110	-
Actions – non cotées	R0120	4 755 850
Obligations	R0130	739 695 122
Obligations d'État	R0140	392 312 154
Obligations d'entreprise	R0150	347 382 968
Titres structurés	R0160	-
Titres garantis	R0170	-
Organismes de placement collectif	R0180	70 788 114
Produits dérivés	R0190	-
Dépôts autres que les équivalents de trésorerie	R0200	13 028 946
Autres investissements	R0210	-
Actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés	R0220	-
Prêts et prêts hypothécaires	R0230	-
Avances sur police	R0240	-
Prêts et prêts hypothécaires aux particuliers	R0250	-
Autres prêts et prêts hypothécaires	R0260	-
Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance	R0270	247 616 253
Non-vie et santé similaire à la non-vie	R0280	244 993 494
Non-vie hors santé	R0290	242 463 822
Santé similaire à la non-vie	R0300	2 529 672
Vie et santé similaire à la vie, hors santé, UC et indexés	R0310	2 622 759
Santé similaire à la vie	R0320	-
Vie hors santé, UC et indexés	R0330	2 622 759
Vie UC et indexés	R0340	-
Dépôts auprès des cédantes	R0350	228 448
Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires	R0360	383 495 115
Créances nées d'opérations de réassurance	R0370	17 894 242
Autres créances (hors assurance)	R0380	7 429 294
Actions propres auto-détenues (directement)	R0390	-
Éléments de fonds propres ou fonds initial appelé(s), mais non encore payé(s)	R0400	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	R0410	39 261 118
Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus	R0420	1 814 561
Total de l'actif	R0500	1 529 573 111

Passifs	Valeur Solvabilité II	
		C0010
Provisions techniques non-vie	R0510	891 714 123
Provisions techniques non-vie (hors santé)	R0520	842 939 666
Provisions techniques calculées comme un tout	R0530	-
Meilleure estimation	R0540	802 089 278
Marge de risque	R0550	40 850 388
Provisions techniques santé (similaire à la non-vie)	R0560	48 774 457
Provisions techniques calculées comme un tout	R0570	-
Meilleure estimation	R0580	43 932 955
Marge de risque	R0590	4 841 503
Provisions techniques vie (hors UC et indexés)	R0600	2 638 006
Provisions techniques santé (similaire à la vie)	R0610	-
Provisions techniques calculées comme un tout	R0620	-
Meilleure estimation	R0630	-
Marge de risque	R0640	-
Provisions techniques vie (hors santé, UC et indexés)	R0650	2 638 006
Provisions techniques calculées comme un tout	R0660	-
Meilleure estimation	R0670	2 637 683
Marge de risque	R0680	323
Provisions techniques UC et indexés	R0690	-
Provisions techniques calculées comme un tout	R0700	-
Meilleure estimation	R0710	-
Marge de risque	R0720	-
Autres provisions techniques	R0730	
Passifs éventuels	R0740	-
Provisions autres que les provisions techniques	R0750	1 313 424
Provisions pour retraite	R0760	-
Dépôts des réassureurs	R0770	18 284 390
Passifs d'impôts différés	R0780	-
Produits dérivés	R0790	-
Dettes envers des établissements de crédit	R0800	-
Dettes financières autres que celles envers les établissements de crédit	R0810	-
Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires	R0820	249 173 735
Dettes nées d'opérations de réassurance	R0830	16 284 138
Autres dettes (hors assurance)	R0840	40 341 904
Passifs subordonnés	R0850	162 996 077
Passifs subordonnés non inclus dans les fonds propres de base	R0860	-
Passifs subordonnés inclus dans les fonds propres de base	R0870	162 996 077
Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus	R0880	11 626
Total du passif	R0900	1 382 757 424
Excédent d'actif sur passif	R1000	146 815 687

2. ÉTAT S.05.01.02 – PRIMES, SINISTRES ET DÉPENSES PAR LIGNE D'ACTIVITÉ

	Ligne d'activité pour : engagements d'assurance et de réassurance non-vie (assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée)							Ligne d'activité pour : engagements d'assurance et de réassurance non-vie (assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée)		Ligne d'activité pour : engagements d'assurance et de réassurance non-vie (assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée)			Ligne d'activité pour : réassurance non proportionnelle acceptée				Total
	Assurance des frais médicaux	Assurance de protection du revenu	Assurance d'indemnisation des travailleurs	Assurance de responsabilité civile automobile	Autre assurance des véhicules à moteur	Assurance maritime, aérienne et transport	Assurance incendie et autres dommages aux biens	Assurance de responsabilité civile générale	Assurance crédit et cautionnement	Assurance de protection juridique	Assistance	Pertes pécuniaires diverses	Santé	Accidents	Assurance maritime, aérienne et transport	Biens	
	C0010	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100	C0110	C0120	C0130	C0140	C0150	C0160	C0200
Primes émises																	
Brut – assurance directe	R0110	-	79 745 100	-	156 991 859	287 382 044	-	172 310 302	-	30 774 266	-0	31 945 084	1 395 469	169 953 591			930 497 716
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0120	-	-	-	98 919	-	-	658 093	-	-	-	-	-	-19			756 993
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0130																-
Part des réassureurs	R0140	-	5 188 225	-	69 535 675	29 274 095	-	15 172 176	-	2 079 440	-	27 055 249	635 990	10 354 148	-	-	159 294 998
Net	R0200	-	74 556 875	-	87 555 104	258 107 949	-	157 796 220	-	28 694 826	-	4 889 836	759 479	159 599 423	-	-	771 959 711
Primes acquises																	
Brut – assurance directe	R0210	-	78 307 022	-	162 141 169	211 933 301	-	169 641 978	-	30 047 735	-	31 005 529	1 507 168	173 616 596			858 200 497
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0220	-	-	-	98 919	-	-	658 093	-	-	-	-	-	-19			756 993
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0230																-
Part des réassureurs	R0240	-	5 576 070	-	74 586 064	29 420 201	-	15 044 946	-	2 013 013	-	26 051 032	721 914	10 092 551	-	-	163 505 789
Net	R0300	-	72 730 953	-	87 654 024	182 513 100	-	155 255 126	-	28 034 722	0	4 954 498	785 254	163 524 025	-	-	695 451 701
Charge des sinistres																	
Brut – assurance directe	R0310	-	24 137 036	-	171 809 662	116 919 507	-	148 353 376	-	8 129 442	-	2 320 205	1 122 938	26 645 585			499 437 752
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0320	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			-
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0330																-
Part des réassureurs	R0340	-	1 327 320	-	87 370 603	24 503 217	-	32 787 735	-	272 998	-	4 444 722	9 585	3 236 630	-	-	153 952 808
Net	R0400	-	22 809 716	-	84 439 059	92 416 290	-	115 565 642	-	7 856 445	-	-2 124 517	1 113 353	23 408 955	-	-	345 484 944
Variation des autres provisions techniques																	
Brut – assurance directe	R0410	-	-	-	9 003 866	1 638 060	-	8 343 411	-	-15 514	-	-	-	86 051			19 055 873
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0420	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			-
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0430																-
Part des réassureurs	R0440	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Net	R0500	-	-	-	9 003 866	1 638 060	-	8 343 411	-	-15 514	-	-	-	86 051	-	-	19 055 873
Dépenses engagées	R0550	-	18 681 846	-	32 230 506	104 269 619	-	61 748 555	-	7 063 537	-0	3 463 662	-52 644	97 614 497	-	-	325 019 579
Autres dépenses	R1200																7 114 191
Total des dépenses	R1300																332 133 770

2. ÉTAT S.05.01.02 – PRIMES, SINISTRES ET DÉPENSES PAR LIGNE D'ACTIVITÉ (SUITE)

	Ligne d'activité pour : engagements d'assurance vie				Ligne d'activité pour : engagements d'assurance vie		Engagements de réassurance vie		Total
	Assurance maladie C0210	Assurance avec participation aux bénéfices C0220	Assurance indexée et en unités de compte C0230	Autres assurances vie C0240	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé C0250	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance autres que les engagements d'assurance santé C0260	Réassurance maladie C0270	Réassurance vie C0280	Total C0300
Primes émises									
Brut	R1410	-	-	-	-	-	-	-	-
Part des réassureurs	R1420	-	-	-	-	-	-	-	-
Net	R1500	-	-	-	-	-	-	-	-
Primes acquises									
Brut	R1510	-	-	-	-	-	-	-	-
Part des réassureurs	R1520	-	-	-	-	-	-	-	-
Net	R1600	-	-	-	-	-	-	-	-
Charge des sinistres									
Brut	R1610	-	-	-	-	137 563	-	-	137 563
Part des réassureurs	R1620	-	-	-	-	-	-	-	-
Net	R1700	-	-	-	-	137 563	-	-	137 563
Variation des autres provisions techniques									
Brut	R1710	-	-	-	-	-969 796	-	-	-969 796
Part des réassureurs	R1720	-	-	-	-	-	-	-	-
Net	R1800	-	-	-	-	-969 796	-	-	-969 796
Dépenses engagées	R1900	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres dépenses	R2500								-
Total des dépenses	R2600								-

3. ÉTAT S.05.02.01 - PRIMES, SINISTRES ET DÉPENSES PAR PAYS

	Pays d'origine	5 principaux pays (par montant de primes brutes émises) - engagements en non-vie					Total 5 principaux pays et pays d'origine	
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050		C0060
	R0010		Italie					
		C0080	C0090	C0100	C0110	C0120	C0130	C0140
Primes émises								
Brut - assurance directe	R0110	758 359 829	121 416 086					879 775 915
Brut - Réassurance proportionnelle acceptée	R0120	658 074	-					658 074
Brut - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0130	-	-					-
Part des réassureurs	R0140	80 527 934	68 459 185					148 987 119
Net	R0200	678 489 969	52 956 901					731 446 870
Primes acquises								
Brut - assurance directe	R0210	680 656 256	126 691 145					807 347 401
Brut - Réassurance proportionnelle acceptée	R0220	658 074	-					658 074
Brut - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0230	-	-					-
Part des réassureurs	R0240	79 386 637	74 716 704					154 103 341
Net	R0300	601 927 693	51 974 441					653 902 134
Charge des sinistres								
Brut - assurance directe	R0310	380 744 306	109 085 529					489 829 834
Brut - Réassurance proportionnelle acceptée	R0320	-	-					-
Brut - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0330	-	-					-
Part des réassureurs	R0340	76 789 028	72 561 234					149 350 262
Net	R0400	303 955 278	36 524 295					340 479 572
Variation des autres provisions techniques								
Brut - assurance directe	R0410	9 178 065	9 791 757					18 969 822
Brut - Réassurance proportionnelle acceptée	R0420	547 927	-					547 927
Brut - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0430	-	-					-
Part des réassureurs	R0440	-	-					-
Net	R0500	9 725 992	9 791 757					19 517 749
Dépenses engagées	R0550	270 571 880	24 720 832					295 292 712
Autres dépenses	R1200							7 114 191
Total des dépenses	R1300							302 406 903

	Pays d'origine	5 principaux pays (par montant de primes brutes émises) - engagements en vie						Total 5 principaux pays et pays d'origine
		C0150	C0160	C0170	C0180	C0190	C0200	
	R1400							
		C0220	C0230	C0240	C0250	C0260	C0270	C0280
Primes émises								
Brut	R1410	-						-
Part des réassureurs	R1420	-						-
Net	R1500	-						-
Primes acquises								
Brut	R1510	-						-
Part des réassureurs	R1520	-						-
Net	R1600	-						-
Charge des sinistres								
Brut	R1610	137 563						137 563
Part des réassureurs	R1620	-						-
Net	R1700	137 563						137 563
Variation des autres provisions techniques								
Brut	R1710	-969 796						-969 796
Part des réassureurs	R1720	-						-
Net	R1800	-969 796						-969 796
Dépenses engagées	R1900	-						-
Autres dépenses	R2500							-
Total des dépenses	R2600							-

4. ÉTAT S.12.01.02 – PROVISIONS TECHNIQUES VIE ET SANTÉ SLT

		Assurance indexée et en unités de compte				Autres assurances vie			Assurance santé (assurance directe)							Total (santé similaire à la vie)	
		Assurance avec participation aux bénéfices		Contrats sans options ni garanties	Contrats avec options ou garanties		Contrats sans options ni garanties	Contrats avec options ou garanties	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liés aux engagements d'assurance autres que les engagements d'assurance santé	Réassurance acceptée	Total (vie hors santé, y compris UC)	Contrats sans options ni garanties	Contrats avec options ou garanties	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liés aux engagements d'assurance santé	Réassurance santé (réassurance acceptée)		
		C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100	C0150	C0160	C0170	C0180	C0190	C0200	C0210
Provisions techniques calculées comme un tout	R0010	-	-			-			-	-	-	-			-	-	-
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout	R0020	-	-			-			-	-	-	-			-	-	-
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque																	
Meilleure estimation																	
Meilleure estimation brute	R0030	-		-	-				2 637 683	-	2 637 683		-	-	-	-	-
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0080	-		-	-				2 622 759	-	2 622 759		-	-	-	-	-
Meilleure estimation nette des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite – Total	R0090	-		-	-				14 924	-	14 924		-	-	-	-	-
Marge de risque	R0100	-	-			-			323	-	323	-			-	-	-
Montant de la déduction transitoire sur les provisions techniques																	
Provisions techniques calculées comme un tout	R0110	-	-			-			-	-	-	-			-	-	-
Meilleure estimation	R0120	-		-	-				-	-	-		-	-	-	-	-
Marge de risque	R0130	-	-			-			-	-	-	-			-	-	-
Provisions techniques – Total	R0200	-	-			-			2 638 006	-	2 638 006	-			-	-	-

5. ÉTAT S.17.01.02 - PROVISIONS TECHNIQUES NON-VIE

		Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée						Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée						Réassurance non proportionnelle acceptée				Total engagements en non-vie C0180
		Assurance des frais médicaux	Assurance de protection du revenu	Assurance d'indemnisation des travailleurs	Assurance de responsabilité civile automobile	Autre assurance des véhicules à moteur	Assurance maritime, aérienne et transport	Assurance incendie et autres dommages aux biens	Assurance de responsabilité civile générale	Assurance crédit et cautionnement	Assurance de protection juridique	Assistance	Pertes pécuniaires diverses	Réassurance santé non proportionnelle	Réassurance accidents non proportionnelle	Réassurance maritime, aérienne et transport non proportionnelle	Réassurance dommages non proportionnelle	
		C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100	C0110	C0120	C0130	C0140	C0150	C0160	C0170	
Provisions techniques calculées comme un tout	R0010	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/ des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout	R0050	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque																		
Meilleure estimation																		
Provisions pour primes																		
Brut	R0060	-	-15 031 833	-	42 201 301	107 339 827	-	12 072 912	-1 119 023	-835	-4 368 819	1 029 831	27 351 065	-	-	-	-	169 474 426
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0140	-	-961 284	-	24 066 918	-1 066 230	-	-5 227 841	-495 803	-	182 144	926 600	3 063 934	-	-	-	-	20 488 438
Meilleure estimation nette des provisions pour primes	R0150	-	-14 070 549	-	18 134 383	108 406 057	-	17 300 753	-623 220	-835	-4 550 963	103 231	24 287 131	-	-	-	-	148 985 988
Provisions pour sinistres																		
Brut	R0160	-	58 964 788	-	337 886 427	65 274 172	-	119 834 258	47 759 626	19 229	12 252 222	763 486	33 793 599	-	-	-	-	676 547 807
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0240	-	3 490 956	-	148 755 046	12 260 086	-	38 289 844	2 901 645	-	10 926 910	91 081	7 789 488	-	-	-	-	224 505 056
Meilleure estimation nette des provisions pour sinistres	R0250	-	55 473 832	-	189 131 381	53 014 086	-	81 544 414	44 857 981	19 229	1 325 311	672 405	26 004 111	-	-	-	-	452 042 751
Total meilleure estimation – brut	R0260	-	43 932 955	-	380 087 728	172 613 999	-	131 907 170	46 640 603	18 393	7 883 403	1 793 318	61 144 664	-	-	-	-	846 022 232
Total meilleure estimation – net	R0270	-	41 403 283	-	207 265 764	161 420 143	-	98 845 167	44 234 761	18 393	-3 225 652	775 636	50 291 242	-	-	-	-	601 028 738
Marge de risque	R0280	-	4 841 503	-	7 365 050	11 996 677	-	6 526 763	2 790 282	4 285	151 392	66 472	11 949 467	-	-	-	-	45 691 891
Montant de la déduction transitoire sur les provisions techniques																		
Provisions techniques calculées comme un tout	R0290	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Meilleure estimation	R0300	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Marge de risque	R0310	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions techniques – Total																		
Provisions techniques – Total	R0320	-	48 774 457	-	387 452 777	184 610 676	-	138 433 933	49 430 885	22 678	8 034 795	1 859 790	73 094 131	-	-	-	-	891 714 123
Montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie – Total	R0330	-	2 529 672	-	172 821 964	11 193 855	-	33 062 003	2 405 843	-	11 109 054	1 017 681	10 853 422	-	-	-	-	244 993 494
Provisions techniques nettes des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite	R0340	-	46 244 786	-	214 630 814	173 416 820	-	105 371 930	47 025 043	22 678	-3 074 259	842 109	62 240 709	-	-	-	-	646 720 629

6. ÉTAT S.19.01.21 – SINISTRES EN NON-VIE

Total activités non-vie

Année d'accident/ année de souscription	Z0010	AY
--	-------	----

Sinistres payés bruts (non cumulés)
(valeur absolue)

Année	0	1	2	3	4	5	6	Année de développement												
								7	8	9	10	11	12	13	14	15 & +				
								C0010	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100	C0110	C0120	C0130
Précédente	R0100																			1 450 138
N-14	R0110	40 497 846	23 003 922	6 326 963	2 541 489	1 877 762	1 633 374	1 102 966	1 634 771	259 845	66 441	-588 816								
N-13	R0120	57 447 527	23 921 058	6 415 337	2 794 108	2 005 760	2 943 871	1 739 204	3 758 443	455 492	123 605	73 391								
N-12	R0130	60 120 304	27 468 885	7 966 763	4 713 530	2 112 397	5 700 544	1 741 628	2 095 156	1 951 462	264 702	750 968								
N-11	R0140	66 688 011	31 425 198	7 830 135	6 715 038	4 196 095	1 956 561	4 311 646	590 793	1 185 289	715 780	838 270								
N-10	R0150	76 266 751	37 011 990	8 583 563	6 395 331	2 376 711	2 400 489	1 657 791	814 791	333 292	2 099 616	211 917								
N-9	R0160	103 082 995	50 350 547	17 416 094	8 107 896	4 057 110	3 432 862	616 560	868 001	1 847 265	749 609									
N-8	R0170	109 081 026	46 755 299	12 158 601	5 988 974	5 133 594	1 952 227	901 655	2 400 189	834 900										
N-7	R0180	104 593 339	46 953 481	9 799 891	9 992 530	3 785 264	3 819 961	1 080 872	2 154 984											
N-6	R0190	129 336 409	54 972 030	16 813 674	6 778 701	4 787 081	3 674 718	3 375 572												
N-5	R0200	135 965 446	60 430 468	21 534 776	9 585 544	6 050 520	5 737 751													
N-4	R0210	155 724 007	80 017 562	21 458 847	12 267 626	10 614 999														
N-3	R0220	158 895 934	95 070 764	26 342 274	11 487 181															
N-2	R0230	155 323 082	81 858 326	17 049 768																
N-1	R0240	176 194 727	107 141 934																	
N	R0250	214 692 259																		

	Année en cours	Somme des années (Cumulés)	
		C0170	C0180
R0100	1 450 138	1 450 138	
R0110	17 171		78 594 845
R0120	31 106		101 861 172
R0130	139 054		118 437 529
R0140	439 090		126 891 906
R0150	211 917		138 152 242
R0160	749 609		190 528 938
R0170	834 900		185 206 465
R0180	2 154 984		182 180 321
R0190	3 375 572		219 738 186
R0200	5 737 751		239 304 506
R0210	10 614 999		280 083 042
R0220	11 487 181		291 796 154
R0230	17 049 768		254 231 177
R0240	107 141 934		283 336 661
R0250	214 692 259		214 692 259
Total	R0260	376 127 434	2 906 485 540

Meilleure estimation provisions pour sinistres brutes non actualisées
(valeur absolue)

Année	0	1	2	3	4	5	6	Année de développement												
								7	8	9	10	11	12	13	14	15 & +				
								C0200	C0210	C0220	C0230	C0240	C0250	C0260	C0270	C0280	C0290	C0300	C0310	C0320
Précédente	R0100																			1 836 136
N-14	R0110	-	-	-	-	-	-	-	-	2 210 257	1 425 692	1 138 764								
N-13	R0120	-	-	-	-	-	-	-	2 978 227	1 782 394	881 964	618 449								
N-12	R0130	-	-	-	-	-	-	12 176 017	10 793 121	6 345 374	5 674 453	6 075 360								
N-11	R0140	-	-	-	-	-	15 888 000	10 916 879	7 298 360	4 568 974	5 106 597	4 078 867								
N-10	R0150	-	-	-	-	16 041 377	13 801 998	9 346 453	7 260 458	6 800 953	3 217 964	2 709 850								
N-9	R0160	-	-	-	22 109 066	14 266 005	5 829 041	4 392 406	6 200 970	4 716 183	4 333 830	-								
N-8	R0170	-	-	43 662 426	36 057 011	15 445 550	12 041 783	9 303 983	6 776 613	5 428 482	-									
N-7	R0180	-	59 499 266	40 791 757	25 064 820	22 170 550	19 490 566	18 631 288	14 659 240	-										
N-6	R0190	136 159 305	69 381 365	40 660 828	29 625 049	25 608 661	21 857 435	16 467 129	-											
N-5	R0200	157 950 206	73 869 172	46 585 013	39 403 260	35 190 449	25 998 478	-												
N-4	R0210	171 664 338	87 989 612	71 238 630	63 001 008	45 704 020	-													
N-3	R0220	201 600 256	93 932 180	70 274 359	51 770 946	-														
N-2	R0230	204 232 905	114 460 171	81 868 543																
N-1	R0240	253 606 723	117 470 640																	
N	R0250	302 031 170																		

	Fin d'année (données actualisées)		
		C0360	
R0100	1 836 136		
R0110	361 564		
R0120	619 018		
R0130	1 521 437		
R0140	3 767 322		
R0150	2 709 850		
R0160	4 333 830		
R0170	5 428 482		
R0180	14 659 240		
R0190	16 467 129		
R0200	25 998 478		
R0210	45 704 020		
R0220	51 770 946		
R0230	81 868 543		
R0240	117 470 640		
R0250	302 031 170		
Total	R0260	676 547 807	

7. ÉTAT S.22.01.21 - IMPACT DES MESURES RELATIVES AUX GARANTIES DE LONG TERME ET DES MESURES TRANSITOIRES

		Montant avec mesures relatives aux garanties de long terme et mesures transitoires	Impact des mesures transitoires sur les provisions techniques	Impact des mesures transitoires sur les taux d'intérêt	Impact d'une correction pour volatilité fixée à zéro	Impact d'un ajustement égalisateur fixé à zéro
		C0010	C0030	C0050	C0070	C0090
Provisions techniques	R0010	894 352 130	-	-	4 527 880	-
Fonds propres de base	R0020	309 811 764	-	-	-2 358 194	-
Fonds propres éligibles pour couvrir le SCR	R0050	301 459 137	-	-	-3 082 511	-
Capital de solvabilité requis	R0090	251 137 307	-	-	193 869	-
Fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0100	198 492 841	-	-	-3 161 997	-
Minimum de capital requis	R0110	113 011 788	-	-	87 241	-

8. ÉTAT S.23.01.01 - FONDS PROPRES

		Total	Niveau 1 non restreint	Niveau 1 restreint	Niveau 2	Niveau 3
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050
Fonds propres de base avant déduction pour participations dans d'autres secteurs financiers, comme prévu à l'article 68 du règlement délégué 2015/35						
Capital en actions ordinaires (brut des actions propres)	R0010	33 825 000	33 825 000	-	-	-
Compte de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires	R0030	34 211 668	34 211 668	-	-	-
Fond initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalent pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	R0040	-	-	-	-	-
Comptes mutualistes subordonnés	R0050	-	-	-	-	-
Fonds excédentaires	R0070	-	-	-	-	-
Actions de préférence	R0090	-	-	-	-	-
Compte de primes d'émission lié aux actions de préférence	R0110	-	-	-	-	-
Réserve de réconciliation	R0130	75 227 669	75 227 669	-	-	-
Passifs subordonnés	R0140	162 996 077	-	32 626 147	130 369 930	-
Montant égal à la valeur des actifs d'impôts différés nets	R0160	3 551 351	-	-	-	3 551 351
Autres éléments de fonds propres approuvés par l'autorité de contrôle en tant que fonds propres de base non spécifiés <i>supra</i>	R0180	-	-	-	-	-
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II						
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité 2	R0220	-	-	-	-	-
Déductions						
Déductions pour participations dans des établissements de crédit et des établissements financiers	R0230	-	-	-	-	-
Total fonds propres de base après déductions	R0290	309 811 764	143 264 336	32 626 147	130 369 930	3 551 351
Fonds propres auxiliaires						
Capital en actions ordinaires non libéré et non appelé, callable sur demande	R0300	-	-	-	-	-
Fond initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalents, non libérés, non appelés et appelables sur demande, pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	R0310	-	-	-	-	-
Actions de préférence non libérées et non appelées, appelables sur demande	R0320	-	-	-	-	-
Engagements juridiquement contraignants de souscrire et de payer des passifs subordonnés sur demande	R0330	-	-	-	-	-
Lettres de crédit et garanties relevant de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	R0340	-	-	-	-	-
Lettres de crédit et garanties ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	R0350	-	-	-	-	-
Rappels de cotisations en vertu de l'article 96, point 3, de la directive 2009/138/CE	R0360	-	-	-	-	-
Rappels de cotisations ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 3, de la directive 2009/138/CE	R0370	-	-	-	-	-
Autres fonds propres auxiliaires	R0390	-	-	-	-	-

8. ÉTAT S.23.01.01 – FONDS PROPRES (SUITE)

	Total	Niveau 1 non restreint	Niveau 1 restreint	Niveau 2	Niveau 3	
	C0010	C0020	C0030	C0040	C0050	
Total fonds propres auxiliaires	R0400	-		-	-	
Fonds propres éligibles et disponibles						
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	R0500	309 811 764	143 264 336	32 626 147	130 369 930	3 551 351
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0510	306 260 413	143 264 336	32 626 147	130 369 930	
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	R0540	301 459 137	143 264 336	32 626 147	125 568 653	-
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0550	198 492 841	143 264 336	32 626 147	22 602 358	
Capital de solvabilité requis	R0580	251 137 307				
Minimum de capital requis	R0600	113 011 788				
Ratio fonds propres éligibles sur capital de solvabilité requis	R0620	1,200				
Ratio fonds propres éligibles sur minimum de capital requis	R0640	1,756				
		C0060				
Réserve de réconciliation						
Excédent d'actif sur passif	R0700	146 815 687				
Actions propres (détenues directement et indirectement)	R0710	-				
Dividendes, distributions et charges prévisibles	R0720	-				
Autres éléments de fonds propres de base	R0730	71 588 019				
Ajustement pour les éléments de fonds propres restreints relatifs aux portefeuilles sous ajustement égalisateur et aux fonds cantonnés	R0740	-				
Réserve de réconciliation	R0760	75 227 669				
Bénéfices attendus						
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) – activités vie	R0770	-				
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) – activités non-vie	R0780	-				
Total bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP)	R0790	-				

9. ÉTAT S.25.01.21 – CAPITAL DE SOLVABILITÉ REQUIS POUR LES ENTREPRISES QUI UTILISENT LA FORMULE STANDARD

	Capital de solvabilité requis brut	PPE	Simplifications
	C0110	C0090	C0180
Risque de marché	R0010	46 252 468	
Risque de défaut de la contrepartie	R0020	8 308 938	
Risque de souscription en vie	R0030	2 651	
Risque de souscription en santé	R0040	40 570 337	
Risque de souscription en non-vie	R0050	289 167 881	
Diversification	R0060	-71 474 120	
Risque lié aux immobilisations incorporelles	R0070	-	
Capital de solvabilité requis de base	R0100	312 828 156	

Calcul du capital de solvabilité requis

Risque opérationnel	R0130	25 768 725
Capacité d'absorption des pertes des provisions techniques	R0140	-
Capacité d'absorption de pertes des impôts différés	R0150	-87 459 574
Capital requis pour les activités exercées conformément à l'article 4 de la directive 2003/41/CE	R0160	-
Capital de solvabilité requis à l'exclusion des exigences de capital supplémentaire	R0200	251 137 307
Exigences de capital supplémentaire déjà définies	R0210	-
Capital de solvabilité requis	R0220	251 137 307
Autres informations sur le SCR		
Capital requis pour le sous-module risque sur actions fondé sur la durée	R0400	-
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour la part restante	R0410	-
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les fonds cantonnés	R0420	-
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les portefeuilles sous ajustement égalisateur	R0430	-
Effets de diversification dus à l'agrégation des nSCR des FC selon l'article 304	R0440	-

		C0109
Approche par le taux moyen d'impôt	R0590	Oui

		C0130
Capacité absorption de l'ID	R0640	-87 459 574
LAC ID - reversion des IDP	R0650	-
LAC ID - marges futures taxables	R0660	-87 459 574
LAC ID <i>carry back</i> de l'exercice	R0670	-
LAC ID <i>carry back</i> des exercices futurs	R0680	-
Maximum LAC ID	R0690	-87 459 574

10. ÉTAT S.28.01.01 - MINIMUM DE CAPITAL REQUIS (MCR) - ACTIVITÉ D'ASSURANCE OU DE RÉASSURANCE VIE UNIQUEMENT

Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et réassurance non-vie

		C0010		
Résultat MCR _{NL}	R0010	123 433 567	Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance/des véhicules de titrisation)	Primes émises au cours des 12 derniers mois, nettes (de la réassurance)
			C0020	C0030
Assurance frais médicaux et réassurance proportionnelle y afférente	R0020	-	-	-
Assurance de protection du revenu, y compris réassurance proportionnelle y afférente	R0030	41 403 283	41 403 283	75 318 508
Assurance indemnisation des travailleurs et réassurance proportionnelle y afférente	R0040	-	-	-
Assurance de responsabilité civile automobile et réassurance proportionnelle y afférente	R0050	207 265 764	207 265 764	93 506 461
Autre assurance des véhicules à moteur et réassurance proportionnelle y afférente	R0060	161 420 143	161 420 143	193 854 845
Assurance maritime, aérienne et transport et réassurance proportionnelle y afférente	R0070	-	-	-
Assurance incendie et autres dommages aux biens et réassurance proportionnelle y afférente	R0080	98 845 167	98 845 167	158 155 421
Assurance de responsabilité civile générale et réassurance proportionnelle y afférente	R0090	44 234 761	44 234 761	28 517 594
Assurance crédit et cautionnement et réassurance proportionnelle y afférente	R0100	18 393	18 393	53 856
Assurance de protection juridique et réassurance proportionnelle y afférente	R0110	-3 225 652	-3 225 652	3 606 913
Assurance assistance et réassurance proportionnelle y afférente	R0120	775 636	775 636	751 820
Assurance pertes pécuniaires diverses et réassurance proportionnelle y afférente	R0130	50 291 242	50 291 242	158 196 832
Réassurance santé non proportionnelle	R0140	-	-	-
Réassurance accidents non proportionnelle	R0150	-	-	-
Réassurance maritime, aérienne et transport non proportionnelle	R0160	-	-	-
Réassurance dommages non proportionnelle	R0170	-	-	-

Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance vie

		C0040		
Résultat MCR _I	R0200	313	Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance/des véhicules de titrisation)	
			C0050	C0060
Engagements avec participation aux bénéfices - Prestations garanties	R0210	-	-	-
Engagements avec participation aux bénéfices - Prestations discrétionnaires futures	R0220	-	-	-
Engagements d'assurance avec prestations indexées et en unités de compte	R0230	-	-	-
Autres engagements de (ré)assurance vie et de (ré)assurance santé	R0240	14 924	14 924	-
Montant total du capital sous risque pour tous les engagements de (ré)assurance vie	R0250	-	-	-

Calcul du MCR global

		C0070
MCR linéaire	R0300	123 433 881
Capital de solvabilité requis	R0310	251 137 307
Plafond du MCR	R0320	113 011 788
Plancher du MCR	R0330	62 784 327
MCR combiné	R0340	113 011 788
Seuil plancher absolu du MCR	R0350	4 000 000
		C0070
Minimum de capital requis	R0400	113 011 788

SOGESSUR

SIÈGE SOCIAL : Tour D2 - 17 bis, place des Reflets - 92919 Paris La Défense Cedex


Crédits photos : iStock.


Réalisation : J.S.P.

Impression : ce document a été réalisé en France par l'Imprimerie Sprint, certifiée Imprim'Vert et sur un papier issu de forêts gérées durablement.



RETROUVEZ-NOUS SUR

 Société Générale Assurances

 @SG_Assurances

assurances.societegenerale.com